

CLINIQUE DOCTORALE
AIX GLOBAL JUSTICE

Clinique de Droit international
des droits de l'homme

www.aixglobaljustice.org

**La situation des femmes et
des enfants à la suite du
décès du mari et père de
famille**

Angola

Mai 2025

Ce travail a été réalisé sous la coordination de membres de la Clinique doctorale de droit internationale des droits de l'homme et grâce au concours d'étudiants cliniciens en droit.

Ce document, présenté par *Aix Global Justice*, a pour but de promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Il est essentiel de préciser que les informations contenues dans ce rapport sont basées sur des sources disponibles, y compris des entretiens, des documents et d'autres matériels accessibles au public. Bien que nous nous efforcions d'être précis et objectifs, *Aix Global Justice* ne garantit pas la véracité absolue ou l'exhaustivité des données présentées dans ce rapport.

Ce rapport est un outil de sensibilisation, de défense des droits de l'homme et de dialogue constructif. Il ne constitue pas un avis juridique et n'engage pas la responsabilité d'*Aix Global Justice* ou de ses représentants. Par conséquent, *Aix Global Justice* décline toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'inexactitudes dans le rapport ou pour toute action entreprise sur la base de son contenu. Les membres d'*Aix Global Justice* ne seront donc pas tenus pour responsables.

Aix Global Justice ne peut être tenu responsable des dommages directs, indirects, accessoires, consécutifs ou punitifs résultant de l'utilisation, de l'interprétation ou de la confiance accordée aux informations fournies.

La dernière mise à jour date du 7 juin 2025.

Pour toute question complémentaire sur ce dossier, veuillez contacter :

Louise Mbengue Djemba et Wilfried Adou, Coordinateurs généraux de la Clinique Aix Global Justice

aixglobaljustice@gmail.com
aixglobaljusticeclinic@proton.me

Demande de recherche :

1. Que se passe-t-il pour une femme angolaise quand son mari vient de décéder ? Y a-t-il des traditions qui s'appliquent ? Notamment dans l'ethnie Bakongo ? Ou plus généralement dans la province de Luanda ?
2. Comment sont-elles considérées par la famille, la belle famille, les voisins ? Comment sont-elles perçues ? Ont-elles les mêmes droits ?
3. Est-il facile de porter plainte en Angola ?
4. Quelles sont les lois en matière de viol ? Sont-elles appliquées ? Quelles sont les suites données aux plaintes ?
5. Quel est le rôle du fils majeur lors du décès du père ? (crainte en cas de retour en tant que responsable de famille ?)

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHESE GENERALE :	5
1. QUE SE PASSE-T-IL POUR UNE FEMME ANGOLAISE QUAND SON MARI VIENT DE DECEDER ? YA-T-IL DES TRADITIONS QUI S'APPLIQUENT ? NOTAMMENT DANS L'ETHNIE BAKONGO ? OU PLUS GENERALEMENT DANS LA PROVINCE DE LUANDA ?	6
1.1 SUR LE LEVIRAT: UNE DES OBLIGATIONS COUTUMIERES DE REMARIAGE IMPOSEES AUX VEUVES EN ANGOLA	6
1.2 SUR L'EXCLUSION SOCIO-ECONOMIQUE DES VEUVES EN ANGOLA.....	9
1.3 SUR LES VIOLENCES SEXUELLES LIEES AU REMARIAGE COUTUMIER DES VEUVES EN ANGOLA.....	11
2. COMMENT SONT-ELLES CONSIDEREES PAR LA FAMILLE, LA BELLE FAMILLE, LES VOISINS ? COMMENT SONT-ELLES PERÇUES ? ONT-ELLES LES MEMES DROITS ?	13
2.1. SUR LA STIGMATISATION ET LA MARGINALISATION SUBIES PAR LES VEUVES DANS L'ETHNIE BAKONGO	13
2.1.1. <i>Sur la vulnérabilité sociale et économique des veuves de l'ethnie Bakongo à travers les rites funéraires traditionnels</i>	13
2.1.2. <i>Sur les accusations de sorcellerie à l'encontre des veuves de l'ethnie Bakongo</i>	14
2.2. SUR LE STATUT ET LA PERCEPTION DES FEMMES VEUVES EN ANGOLA DANS LE CONTEXTE DE L'HERITAGE.....	18
2.3. SUR LA STIGMATISATION ET LES PERSECUTIONS ADDITIONNELLES EN CAS D'APPARTENANCE RELIGIEUSE, NOTAMMENT A DES EGLISES NON TRADITIONNELLES	21
3. EST-IL FACILE DE PORTER PLAINT EN ANGOLA ?	25
3.1. L'EXISTENCE D'UN DROIT DE DEPOT DE PLAINT	25
3.2. LES DIVERSES PROCEDURES DE DEPOT DE PLAINT EN ANGOLA	26
3.2.1. <i>La procédure classique : présentation auprès des services de police</i>	26
3.2.2. <i>La procédure simplifiée : la plainte électronique</i>	26
4. QUELLES SONT LES LOIS EN MATIERE DE VIOL ? SONT-ELLES APPLIQUEES ? QUELLES SONT LES SUITES DONNEES AUX PLAINTES ?	27
4.1. LA LEGISLATION ANGOLAISE EN MATIERE DE VIOL	27
4.2. L'EFFECTIVITE DE LA LOI EN VIGUEUR.....	29
4.2.1. <i>Une applicabilité limitée en raison des inégalités de genre</i>	29
4.2.2. <i>Une insuffisance de moyens affaiblissant la bonne administration de la justice</i>	32
4.2.3. <i>L'existence de pratiques corruptives comme obstacle à l'efficacité de la justice angolaise</i>	32
5. QUEL EST LE ROLE DU FILS MAJEUR LORS DU DECES DU PERE ? CRAINTE EN CAS DE RETOUR EN TANT QUE RESPONSABLE DE FAMILLE ?	37
5.1. LE DROIT SUCCESSORAL APPLICABLE EN ANGOLA	37
5.2. L'IMPACT DE LA COUTUME SUR LE DROIT SUCCESSORAL	39
5.2.1. <i>Entre droit et coutume: la reconnaissance du fils majeur comme successeur du père</i>	39
5.2.2. <i>Les obligations légales</i>	42
5.3 LES RISQUES EN CAS DE RETOUR POUR L'ENFANT ORPHELIN ACCUSE DE SORCELLERIE APRES LE DECES DU PERE	45
SOURCES CONSULTEES	50

Synthèse générale :

Depuis **son indépendance du Portugal en 1975**, l'Angola est un pays marqué par une instabilité chronique et des transformations sociales profondes. Dès la fin de la colonisation, une **guerre civile sanglante** éclate entre le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (ci-après « MPLA ») (soutenu par l'URSS et Cuba) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (ci-après « UNITA ») (soutenu par les États-Unis et l'Afrique du Sud), qui ne prendra fin qu'en 2002. Cette **guerre** a durablement affaibli les structures étatiques et **renforcé le poids des systèmes coutumiers**, notamment dans les zones rurales.

Actuellement, malgré la consolidation politique du MPLA et la reconstruction économique progressive du pays, **de nombreuses communautés**, notamment celles d'origine **Bakongo**, continuent de **faire vivre des pratiques traditionnelles**, dont certaines peuvent parfois entrer dans **dialogue complexe avec les normes juridiques des droits fondamentaux**. C'est le cas du **lévirat**, **coutume encore très répandue dans le nord du pays** et dans certains **quartiers populaires de Luanda**, où une femme veuve est obligée d'épouser un parent de son défunt mari. Cette pratique, sous couvert de solidarité familiale, perpétue des **violences sexuelles, économiques et psychologiques** à l'encontre des femmes.

Les **veuves** sont souvent **perçues comme des sources de malheur ou de danger**. Dans certaines régions, notamment au sein de l'ethnie Bakongo, elles peuvent être **accusées de sorcellerie** et tenues responsables de la mort de leur mari. Ces accusations ont des **conséquences graves**: bannissement du foyer, spoliation des biens, séparation avec les enfants, voire des violences physiques. Par ailleurs, même lorsque la loi leur accorde des droits successoraux, **l'accès effectif à ces droits est bloqué par le poids des traditions et la peur de représailles**.

Face à ces discriminations, les **autorités angolaises peinent à protéger efficacement** les femmes. Bien que l'Angola ait ratifié plusieurs conventions internationales (comme la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes « CEDEF ») et ait intégré des normes égalitaires dans sa Constitution (2010), leur **mise en œuvre reste incomplète**. L'accès à la justice est fortement limité, notamment en raison des **inégalités de genre**, de la **corruption**, et du **manque d'infrastructures judiciaires**, surtout en milieu rural. Le **dépôt de plainte**, même lorsqu'il est possible, est souvent perçu comme un **acte de rébellion contre la coutume**, exposant les femmes à un isolement encore plus grand.

Dans les successions, le **fils majeur** joue un rôle central : il devient le **Cabeça-de-Casal**, c'est-à-dire le représentant légal du patrimoine familial. Cette position, qui semble protectrice, peut pourtant être ambivalente : si le fils conteste les pratiques coutumières ou tente de défendre les droits de sa mère, il **peut lui-même être victime d'hostilité ou d'accusations de sorcellerie**.

Enfin, la jurisprudence angolaise et internationale ne reconnaît pas encore de manière systématique les femmes veuves comme des **cibles spécifiques de persécutions sociales ou coutumières**. Toutefois, certaines décisions de comités des Nations Unies (CEDEF, Haut-Commissariat des Droits Humains) ont **appelé l'Angola à interdire explicitement les pratiques telles que le lévirat**, la dot forcée **ou les accusations de sorcellerie**. Ces recommandations laissent entrevoir une possible évolution vers une **reconnaissance plus large des persécutions structurelles** dont sont victimes les femmes dans un contexte de veuvage.

Ainsi, bien que des avancées législatives existent, la réalité coutumière angolaise continue de produire des **violences systémiques et silencieuses à l'encontre des femmes et enfants veufs**. Un renforcement du cadre juridique, accompagné de politiques d'éducation populaire et d'un engagement accru des autorités judiciaires, peut contribuer à soutenir les dynamiques sociales existantes en faveur de la justice et de l'égalité en Angola.

1. Que se passe-t-il pour une femme angolaise quand son mari vient de décéder ? Ya-t-il des traditions qui s'appliquent ? Notamment dans l'ethnie Bakongo ? Ou plus généralement dans la province de Luanda ?

En Angola, parmi les communautés de l'ethnie Bakongo, subsiste une **tradition de veuvage féminin appelé le lévirat** qui impose des obligations coutumières de remariage aux femmes veuves (1.1). Cela provoque une **exclusion sociale et économique** les rendant plus vulnérables au sein de leur communauté et de leur famille (1.2). Cette pratique est **source de violences sexuelles** liées au remariage de ces femmes veuves en Angola (1.3).

1.1 Sur le lévirat: une des obligations coutumières de remariage imposées aux veuves en Angola

En Angola, le **lévirat** - mariage de la veuve avec un frère du défunt - existe encore dans certaines communautés, notamment chez les peuples bantous. Cette pratique vise à **maintenir l'unité familiale et l'héritage**. Bien qu'elle tende à reculer, elle continue d'être observée dans certaines régions, souvent **sans que la veuve n'ait réellement le choix**.

Source: Sociedade Biblica de Angola, *Deuteronômio 25*, 2025 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Société Biblique d'Angola, *Deutéronome 25*, 2025

“Lei do levirato

— Se dois irmãos morarem juntos, e um deles morrer sem filhos, a mulher do que morreu não se casará com um estranho, alguém de fora da família; seu cunhado a tomará, a receberá por mulher e exercerá para com ela a obrigação de cunhado. O primogênito que ela lhe der será sucessor do nome do seu irmão falecido, para que o nome deste não se apague em Israel.

— Porém, se o homem não quiser se casar com a cunhada, ela irá ao portão da cidade para falar com os anciãos, e dirá: ‘ Meu cunhado se recusa a dar continuidade ao nome de seu irmão em Israel; não quer exercer para comigo a obrigação de cunhado.’ Então os anciãos da cidade devem chamá-lo e falar com ele. Se ele persistir e disser: ‘Não quero casar com ela’ , então a cunhada chegará perto dele, na presença dos anciãos, e lhe descalçará a sandália do pé, e lhe cuspirá no rosto, e protestará, dizendo: ‘Assim se fará com o homem que não quer edificar a casa de seu irmão.’ E, em Israel, se dará à casa daquele homem o nome de ‘A casa do descalçado’.”

« **Loi du lévirat**

– Si deux frères habitent ensemble et que **l'un d'eux meurt sans avoir eu d'enfants, la femme du défunt ne se mariera pas avec un étranger**, quelqu'un de l'extérieur de la famille. **Son beau-frère l'épousera, la prendra pour femme et remplira envers elle son devoir de beau-frère**. Le premier fils qu'elle mettra au monde portera le nom du frère défunt, afin que son nom ne soit pas effacé d'Israël.

– **Mais si cet homme ne veut pas épouser sa belle-sœur, celle-ci montera à la porte de la ville pour parler aux anciens, et dira : “Mon beau-frère refuse de perpétuer le nom de son frère en Israël ; il ne veut pas accomplir envers moi son devoir de beau-frère.” Alors les anciens de la ville le convoqueront et lui parleront. S'il persiste et dit : “Je ne veux pas l'épouser”, alors sa belle-sœur s'approchera de lui devant les anciens, lui retirera sa sandale du pied et lui crachera au visage. Puis elle dira à haute voix : “Voilà ce qu'on fait à l'homme qui ne veut pas bâtir la maison de son frère. Et en Israël, la famille de cet homme sera appelée : ‘La maison du déchaussé’”.** »

Source: Médecine et Maladies Infectieuses, *Pratiques traditionnelles et transmission de l'infection à VIH au Sénégal : l'exemple du lévirat et du sororat*, 1998.

« Le **lévirat** est une forme d'alliance qui signifie **la reprise en mariage de l'épouse du défunt frère par un de ses frères**, le plus souvent son cadet. L'ordre de priorité est croissant à partir du benjamin, c'est à dire qu'elle du plus jeune frère en âge de se marier au plus âgé. Le choix porté sur le plus jeune est dû au fait que ce jeune (le cadet) est le plus souvent non marié ou même s'il l'est, n'a pas beaucoup d'enfants à charge. Ce choix représente pour le frère héritier un grand honneur, l'obligeant à remplir jusqu'au bout son devoir d'homme et de mari. **Cette pratique du lévirat vise la sauvegarde et la continuité des biens laissés par le défunt frère. Les enfants seront effectivement pris en charge par le frère biologique de leur père, qui devient leur père adoptif.** »

Source: Sexta-feira, *Kulundula : Levirato e Sororato Em Angola*, 2016 - [Traduction non-officielle depuis le portugais], *Kulundula : Lévirat et Sororat en Angola*.

“Em Angola há registo da prática de levirato e sororato entre os ambundu e outros povos bantu. Ainda existem exemplos vivos de pessoas que se tenham amancebado com cunhadas ou cunhados, não sendo, entretanto, tal prática executada como determina Moisés, em Deuteronômio 25:5-6, pois os casos angolanos que me chegaram ao conhecimento foram observados devido à necessidade de se dar uma educação no seio de uma mesma família, para não dividir e dispersar uma herança comum, assistência à viúva, etc.”

« **En Angola, il existe des témoignages de pratiques de lévirat** et de sororat parmi les Ambundu et d'autres peuples bantous. Il y a encore aujourd'hui des exemples vivants de personnes s'étant unies à leurs belles-sœurs ou beaux-frères. Toutefois, cette pratique n'est pas exercée comme le prescrit Moïse dans Deutéronome 25:5-6, les cas angolais connus ayant été motivés par **la nécessité d'assurer l'éducation des enfants au sein d'une même famille, d'éviter la dispersion d'un héritage commun, d'assister la veuve**, etc. »

Source: Comissão Intersectorial para a Elaboração dos Relatórios Nacionais de Direitos Humanos (CIERNHD), *Angola na Implementação dos Direitos Cívicos e Políticos*, 2019 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Commission Intersectorielle pour l'Élaboration des Rapports Nationaux sur les Droits de l'Homme (CIERNHD), *L'Angola dans la Mise en Œuvre des Droits Civils et Politiques*.

“O Comité acolhe a criminalização da mutilação genital feminina por meio da adopção do novo Código Penal, bem como a criação de fóruns de discussão sobre a igualdade de género nas comunidades. Está, no entanto, preocupado com:

a) Normas patriarcais persistentes que discriminam as mulheres, restringem-nas a papéis reprodutivos e legitimam práticas nocivas, incluindo casamento forçado e precoce, dote (lobolo), poligamia, levirato, mutilação genital feminina e exclusão social de mulheres e meninas acusadas de feitiçaria;

[...]

c) A ausência de investigações, processos e sanções por casamentos forçados;

d) A falta de informação sobre casamentos precoces e poligâmicos, bem como sobre os leviratos celebrados no âmbito do direito costumeiro.”

« Le Comité salue la criminalisation de la mutilation génitale féminine à travers l'adoption du nouveau Code pénal, ainsi que la création de forums de discussion sur l'égalité des sexes dans les communautés. Il demeure toutefois préoccupé par :

a) **La persistance de normes patriarcales discriminant les femmes, les cantonnant à des rôles reproductifs et légitimant des pratiques néfastes**, notamment **le mariage forcé** et précoce, la dot (lobolo), la polygamie, **le lévirat**, la mutilation génitale féminine et **l'exclusion sociale des femmes et des filles accusées de sorcellerie** ;

[...]

c) **L'absence d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant les mariages forcés** ;

d) **Le manque d'informations** sur les mariages précoces et polygames, ainsi que **sur les lévirats pratiqués dans le cadre du droit coutumier**. »

Source: Consejo de Derechos Humanos, *Angola Recopilación de información preparada por la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos*, 12 novembre 2024 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Conseil des Droits de l'Homme, *Angola Recueil d'informations préparé par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*.

“El equipo de las Naciones Unidas en el país recomendó a Angola que se esforzara por aprobar una ley integral para prevenir y combatir todas las formas de violencia contra la mujer, entre ellas la violencia económica, psicológica y física, la violencia sexual, la violación conyugal y el acoso sexual, tanto en el ámbito público como en el privado, prohibiera todas las prácticas nocivas, incluidos el matrimonio infantil, el pago de dotes, el levirato y la exclusión social de las mujeres y niñas acusadas de practicar brujería, y reforzara los programas de educación pública sobre las repercusiones negativas de esas prácticas.”

« **L'équipe des Nations Unies dans le pays a recommandé à l'Angola de s'efforcer d'adopter une loi complète pour prévenir et combattre toutes les formes de violence contre les femmes, y compris la violence économique, psychologique et physique, la violence sexuelle**, le viol conjugal et le harcèlement sexuel, tant dans le secteur public que privé, **d'interdire toutes les pratiques nuisibles**, y compris le mariage d'enfants, le paiement de dotes, **le lévirat et l'exclusion sociale des femmes et des filles accusées de pratiquer la sorcellerie**, et de renforcer les programmes d'éducation publique sur les répercussions négatives de ces pratiques. »

Source: Sexta-feira, *Kulundula: levirato e sororato em Angola*, 2016 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Kulundula : lévirat et sororat en Angola*.

“Embora esta disposição implique que um irmão pode optar por sair do casamento levirato, não há nenhuma disposição nos Livros de Moisés para a viúva a fazê-lo. [...] Num relatório datado de 2005, a AJPD - Associação Justiça, Paz e Democracia- referindo-se ao levirato e sororato informa que ‘embora reduzida, ainda existe (em Angola) em diversas regiões do país, [...]’”

« Bien que cette disposition implique qu'**un frère puisse choisir de ne pas contracter le lévirat, il n'existe aucune disposition dans les livres de Moïse permettant à la veuve de le faire**. [...] Dans un rapport daté de 2005, l'AJPD - Association Justice, Paix et Démocratie - faisant référence au lévirat et au sororat informe que “bien que réduit, il existe encore (**en Angola**) dans plusieurs régions du pays, [...]”. »

Source: Comité des droits de l'Homme, *Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de l'Angola*, CCPR/C/AGO/CO/2, 2019.

« Pratiques préjudiciables aux femmes

19. Le Comité se félicite que l'adoption du nouveau Code pénal ait permis d'ériger les mutilations génitales féminines en infraction, et accueille avec satisfaction la mise en place de forums de discussion sur l'égalité des sexes au sein des communautés. Il est néanmoins **préoccupé** par :

a) **La persistance de normes patriarcales ayant un caractère discriminatoire à l'égard des femmes**, qui les cantonnent à des rôles reproductifs et **légitiment des pratiques néfastes**, notamment le mariage précoce et le mariage forcé, la dot (lobolo), la polygamie, le **lévirat**, [...]

d) **Le manque d'informations sur les mariages précoces et les mariages polygames, ainsi que sur les unions de lévirat célébrées en vertu du droit coutumier.**

20. L'État partie devrait : [...]

d) **Fournir, dans son prochain rapport périodique, des données sur les mariages précoces et les mariages polygames, ainsi que sur les unions de lévirat célébrées en vertu du droit coutumier.»**

1.2 Sur l'exclusion socio-économique des veuves en Angola

En Angola, certaines veuves sont confrontées à des **formes d'exclusion sociale et économique** liées à des **pratiques coutumières** encore présentes. Elles peuvent être amenées à **quitter le domicile conjugal ou se retrouver sans droits sur l'héritage**, ce qui complique leur accès à une autonomie matérielle.

Source: Médecine et Maladies Infectieuses, *Pratiques traditionnelles et transmission de l'infection à VIH au Sénégal : l'exemple du lévirat et du sororat*, 1998.

« Toutefois, il est important de noter que **le refus de la veuve n'est assorti que d'une seule sanction, l'invitation à quitter le domicile conjugal en y laissant les enfants. Ceci contraint la femme à accepter volontiers cette nouvelle union pour ne pas se séparer de ses enfants et peut-être de continuer à trouver une solution à sa dépendance économique.** »

Source: Frazer Consultants, *Cultural Spotlight : Angolan Funeral Traditions*, 2018.

“Angolans believe that **mourning rituals** are crucial for helping the deceased's spirit find peace. These rituals **can occur long after the funeral and burial and may include elaborate and expensive celebrations to honor the deceased. During this time, mourners wear black, may stay in their home and not socialize, won't talk or laugh loudly**, and some even shave their hair to express their grief and symbolize death and new life as a spirit. **Widows typically mourn for six months to a year**, while children who lost a parent typically mourn for three months. After this mourning period, most people stop wearing black clothing.”

Source: Adriano Mixinge, *Sobre a praticar de “lundular”*, Jornal de Angola, 2019 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Journal d'Angola, *Sur la pratique du "lundular"*.

“‘Lundular’ é uma forma de não deixar desamparados a viúva e os seus filhos que, de seguida, passam sob a protecção do ‘lundulador’, a quem fica encarregue a educação dos sobrinhos, que, sob a vigilância da comunidade, deveria tratar como os seus próprios filhos. E não só: isso evitaria que a viúva ficasse sozinha e enfrentasse o preconceito de que, por sê-lo, todos os homens com quem depois se relacionasse teriam o mesmo destino trágico que o finado. A estigmatização das viúvas é um facto, em muitas sociedades. [...]”

Nas situações em que esta prática foi consumada ajudou a recompor o equilíbrio de muitas famílias, a amparar de um modo aconchegante e a educar muitos órfãos, a evitar a dispersão da riqueza material e ou a melhorar a gestão de terras. Ou, também, provocou o contrário quando a ambição, o mau feitio e a maldade prevaleceram.

Razões económicas, sociais e afectivas, umas mais importantes que outras, podem propiciar que uma família e ou comunidade determinada induza a alguém a ‘lundular’: o acto impõe tantos desafios ou mais, quanto os que se colocam para qualquer tipo de família e, ao mesmo tempo, põe o foco sobre a complexidade desta problemática nas sociedades.”

« “Lundular” est une façon de ne pas laisser la veuve et ses enfants sans soutien, car ils passent alors sous la protection du “lundulador”, qui est responsable de l’éducation des neveux, et qui, sous la surveillance de la communauté, doit les traiter comme ses propres enfants. Et pas seulement cela : **cela éviterait que la veuve ne reste seule et fasse face au préjugé que, du fait d’être veuve, tous les hommes avec lesquels elle aurait ensuite une relation connaîtraient le même sort tragique que le défunt. La stigmatisation des veuves est un fait dans de nombreuses sociétés.**

Dans les situations où cette pratique a été mise en œuvre, elle a permis de **rétablir l’équilibre de nombreuses familles**, d’apporter un **soutien réconfortant et d’éduquer de nombreux orphelins**, d’éviter la **dispersion des richesses matérielles** et/ou d’améliorer la **gestion des terres**. Ou bien, cela provoquait également l’inverse lorsque l’ambition, la mauvaise humeur et le mal prévalaient.

Des **raisons économiques, sociales et émotionnelles**, certaines plus importantes que d’autres, **peuvent conduire une famille ou une communauté donnée à inciter quelqu’un à “lundulariser”** : l’acte impose autant ou plus de défis que ceux auxquels est confronté tout autre type de famille et, en même temps, met en évidence la complexité de ce problème dans les sociétés. »

Source: A. Parellada et M. Teixeira, *Diagnóstico Igualdade de Género Angola 2022*, 2022 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] *Diagnostic sur l’Égalité de Genre en Angola 2022*.

“As normas patriarcais discriminam as mulheres, impondo-lhes papéis reprodutivos e legitimando práticas nefastas, incluindo o casamento forçado e precoce, o dote (lobolo), a poligamia, o levirato ou a mutilação genital feminina.”

« **Les normes patriarcales discriminent les femmes, en leur imposant des rôles reproductifs et en légitimant des pratiques néfastes**, telles que **le mariage forcé** et **précoce**, la dot (lobolo), la polygamie, **le lévirat** ou la mutilation génitale féminine. »

Source: Albano Pedro, *Entrevista ao semanário angolense: questões jurídicas sobre a herança - Albano Pedro*, JUKULOMESSO, 2014 [non-official translation from portuguese] *Interview with Angolan weekly: legal issues regarding inheritance - Albano Pedro*.

“A questão da herança é um dos fenómenos jurídicos, ao lado de vários outros, que reclamam uma concordada urgente entre o Direito positivo de origem europeu que esta formalizado no nosso ordenamento jurídico e as práticas sociais assentes da cultura angolana de orientação predominantemente bantu. Há um choque evidente entre os usos e hábitos dos povos e a lei quando se fala em relações jurídico-privadas ou entre particulares. A tradição bantu não entende a mulher como herdeira do marido. Ela é adquirida para procriar os herdeiros e não para fazer parte deles. [...]

Só não existindo qualquer individuo dos grupos que citamos é que surge o cônjuge (seja esposo ou esposa). Então é a própria lei que coloca a mulher na cauda das prioridades.”

“The issue of inheritance is one of the legal phenomena, along with several others, that require an **urgent agreement between** the positive law of European origin that is formalized in **our legal system and the social practices based on Angolan culture**, which is **predominantly Bantu** in orientation. There is an **evident clash between the customs and habits of the people and the law**

when it comes to private legal relations or relationships between individuals. The Bantu tradition does not consider women as the husband's heirs. They are acquired to procreate the heirs and not to be part of them. [...]

Only if there are no individuals from the groups mentioned above [(children, parents, siblings and their children)] does the spouse (whether husband or wife) come into play. [...]"

1.3 Sur les violences sexuelles liées au remariage coutumier des veuves en Angola

La pratique du **lévirat** peut inclure des **rapports sexuels non consentis**, exposant les femmes à des **violences et à des risques sanitaires**. Ces dynamiques s'inscrivent dans un **contexte de normes patriarcales persistantes et d'absence de protection juridique suffisante**. Les femmes confrontées à ces violences disposent de **peu de recours**. Malgré l'importance du sujet, les **données disponibles restent rares et fragmentaires**.

Source: Sexta-feira, *Kulundula : Levirato e Sororato Em Angola*, 2016 - [Traduction non-officielle depuis le portugais], *Kulundula : Lévirat et Sororat en Angola*.

“[...] sendo que a adopção não se dá apenas na forma de assistência financeira à viúva mas também sexual.’ O relatório avança ainda que ‘o desconhecimento das causas de morte do 'de cujus' e o estado de saúde dos que vão praticar o acto é uma preocupação, porquanto pode ser vector de transmissão de DTS's.’ Em 1997, num pronunciamento na Assembleia Nacional, a então Ministra da Família e Promoção da Mulher, Cândida Celeste da Silva, afirmou a existência de tais práticas em algumas regiões do país (não as citou), ao mesmo tempo que desmentia a existência de mutilação genital feminina.”

« “[...] **l’acceptation ne se limite pas à l’assistance financière à la veuve, mais inclut aussi des relations sexuelles**”. Le rapport ajoute que “l’ignorance des causes de décès du défunt et l’état de santé des personnes impliquées dans l’acte suscitent des inquiétudes, car cela peut être un vecteur de transmission d’IST” . **En 1997, lors d’une déclaration à l’Assemblée nationale, la Ministre de la Famille et de la Promotion de la Femme de l’époque, Cândida Celeste da Silva, a confirmé l’existence de telles pratiques dans certaines régions du pays (sans les nommer), tout en niant la présence de mutilations génitales féminines.** »

Source: Consejo de Derechos Humanos, *Angola Recopilación de información preparada por la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos*, 12 novembre 2024 - [Traduction non-officielle depuis l’espagnol] Conseil des Droits de l’Homme, *Angola Recueil d’informations préparé par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme*.

“El equipo de las Naciones Unidas en el país indicó que Angola carecía de un marco jurídico unificado y completo para combatir todas las formas de violencia contra la mujer. La existencia de normas y prácticas culturales muy arraigadas contribuía a la persistencia de la violencia de género, en particular a los altos índices de matrimonio infantil, explotación sexual y agresión sexual contra mujeres y niñas. Las mujeres que intentaban huir de la violencia doméstica apenas disponían de mecanismos de asistencia y reparación. Además, pese a que la mutilación genital femenina estaba tipificada como delito, el marco jurídico no contemplaba medidas para combatir otras prácticas nocivas contra las mujeres.”

« L’équipe des Nations Unies dans le pays a indiqué que l’**Angola manquait d’un cadre juridique unifié et complet pour combattre toutes les formes de violence à l’égard des femmes. L’existence de normes et de pratiques culturelles profondément ancrées contribuait à la persistance de la violence basée sur le genre**, en particulier aux taux élevés de mariages d’enfants,

d'exploitation sexuelle et d'agressions sexuelles contre les femmes et les filles. Les femmes cherchant à fuir la violence domestique disposaient à peine de mécanismes d'assistance et de réparation. »

2. Comment sont-elles considérées par la famille, la belle famille, les voisins ? Comment sont-elles perçues ? Ont-elles les mêmes droits ?

En Angola, les **femmes veuves** font face à des **discriminations spécifiques liées à leur statut**, notamment au sein de l'ethnie Bakongo où elles sont souvent **stigmatisées et marginalisées** (2.1). Des **pratiques coutumières restreignent leur accès aux droits successoraux** (2.2), et des **persécutions supplémentaires** peuvent émerger dans un **contexte de tensions ethniques et religieuses** (2.3).

2.1. Sur la stigmatisation et la marginalisation subies par les veuves dans l'ethnie Bakongo

Dans l'ethnie Bakongo, certaines croyances considèrent que les **femmes devenues veuves** sont **impures et hantées**, les contraignant à des **rites funéraires potentiellement éprouvants et stigmatisants** (2.1.1.). S'ajoutent aux stigmatisation et aux violences qu'elles peuvent déjà subir, **des accusations de sorcellerie**. **Les questions de sorcellerie ont déjà pu être reconnues comme des persécutions politiques par la CNDA, souvent liées à des dynamiques de pouvoir ou à des conflits familiaux.** (2.1.2.)

2.1.1. Sur la vulnérabilité sociale et économique des veuves de l'ethnie Bakongo à travers les rites funéraires traditionnels

Source: N. Lembe-Masiala, *Le Káandu chez les Basolongo du Bas-Congo (RDC)*, 2007

« **Les Basolongo** sont des Bantu **appartenant à la grande famille des Bakongo** qui comprend une trentaine de sous - groupes sociaux. **On les appelle donc communément les Bakongo [...]. Le nsukudulu “purification consécutive au veuvage” est un rite qui se fait après la perte d'un conjoint ou d'une conjointe et vise à effacer les traces de l'alliance conclue par les conjoints à travers le serment solennel du contrat de mariage.** En d'autres termes, les paroles proférées **en public [...]** doivent être déliées suivant une liturgie donnée. [...] Seul un veuf ou une veuve peut officier le nsukudulu et peut donc procéder à **la purification et au lavage** d'un nouveau veuf ou d'une nouvelle veuve. Ce dernier ou cette dernière passe, grâce au nsukudulu, **de l'état de souillure à celui de purification.** En effet, **la mort du ou de la conjoint (e) rend impur le ou la conjoint (e) demeuré(e) vivant (e).** D'où la nécessité pour lui ou pour elle d'être purifié par un ou une initié (e), notamment par un veuf ou par une veuve.

L'objectif principal de ce rite est la purification corporelle et psychologique. **Cette purification libère la personne d'un état psychologique désastreux et lui permet de se sentir enfin libre de tout blocage occasionné par le serment marital** sous l'égide des esprits des ancêtres et **dans le respect strict de la coutume, fu kia nsi.** »

Source: M.Ogola, *La purification des veuves : de bonnes intentions – des conséquences négatives*, Farm Radio Ensemble de ressources 82, SCRIPTS, 2012.

« **La purification des veuves** est une pratique au cours de laquelle **une veuve doit avoir des relations sexuelles avec un frère ou un autre parent de son mari, ou avec un purificateur du village.** Cet acte se déroule **avant qu'elle soit acceptée en mariage par le frère ou l'autre parent de son défunt mari [...].**

Cette **tradition existe** non seulement au Kenya mais dans des pays comme la Zambie, le Malawi, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Ghana, le Sénégal, **l'Angola**, la Côte d'Ivoire, le Congo et le Nigeria. Il est **important de faire remarquer** que la **signification et le**

but de la purification des veuves peuvent différer dans des cultures différentes, des pays différents et des régions différentes. [...]

Il est important de noter que **les femmes ont commencé à rejeter cette tradition** et que les **politiciens et d'autres leaders commencent à s'y opposer.**

La purification des veuves, ou purification sexuelle, est une **tradition dans de nombreuses cultures de l'Afrique**, dont certaines cultures du Kenya. Dans certaines cultures, les **funérailles d'un mari se terminent habituellement par un rituel final qui implique une relation sexuelle entre la veuve et un des parents de son mari.** Cela est destiné à **briser le lien avec son esprit.** On dit que **cette pratique la sauve, ainsi que le reste du village, de la folie ou de la maladie.** Les veuves l'ont longtemps tolérée et les chefs traditionnels l'ont endossée comme une tradition incontestée de la vie de l'Afrique rurale.

La purification des veuves **remonte à des siècles** et elle est **enracinée dans la croyance qu'une femme est hantée par les esprits après le décès de son mari.** On pense également qu'elle est **impie et « perturbée » si elle n'est pas mariée et s'abstient d'avoir des relations sexuelles pendant un certain temps.** Une autre croyance traditionnelle affirme que **toute la collectivité sera hantée si une veuve n'a pas été purifiée.** Dans bien des cas, **une veuve doit subir ce rituel afin de pouvoir être acceptée en héritage par un frère ou un autre parent de son mari. »**

Source: G. Bortolami, *I Bakongo. Società, tradizioni e cambiamento in Angola*, 2012 - [Traduction non-officielle depuis l'italien] *Les Bakongo. Société, traditions et changement en Angola*.

“Per essere patrilocale, il matrimonio comporta degli svantaggi per la vedova. Dovrà, infatti, restituire la casa e le terre al lignaggio del marito e tornarsene al suo villaggio con i figli. Succede a volte che per evitare questa tragedia uno dei fratelli del marito, in base alla legge del levirato, riceve la vedova in sposa garantendo sicurezza a lei e ai figli. Il proverbio che segue è importante per capire il concetto che i Bakongo hanno di paternità.”

« Pour être patrilocal, **le mariage comporte des inconvénients pour la veuve.** En effet, **elle devra restituer la maison et les terres au lignage du mari et retourner dans son village avec les enfants.** Il arrive parfois que, pour éviter cette tragédie, **l'un des frères du mari, en vertu de la loi du levirat, épouse la veuve,** garantissant ainsi la sécurité à elle et à ses enfants. Le proverbe suivant est important pour comprendre le concept que les **Bakongo** ont de la paternité; »

2.1.2. Sur les accusations de sorcellerie à l'encontre des veuves de l'ethnie Bakongo

Source: I. Masungh-Ma-Ntchandi, *Les crimes rituels en Afrique*, 5 septembre 2023.

« Le Mukongo ou les **Kongos/Bakongo sont également une ethnie bantu d'Afrique centrale.** Ils sont essentiellement établis au sud de la République du Congo – notamment dans les régions du Pool, Bouenza, Niari, Lekoumou et Kouilou –, dans les provinces du Bas Congo et de Bandundu en République démocratique du Congo (RDC) et **au nord de l'Angola dans les provinces de Uíge, Cabinda et Zaïre (Mbanza-Kongo).** Ils sont également dans le sud du Gabon. [...]

Pour les Bantu, tout événement possède une explication. Ainsi, **il est difficilement admis qu'un acte de la vie soit accidentel ou naturel.** Tout événement relève soit du registre religieux soit du registre magico-fétichiste. [...] Par conséquent, **dès la survenance d'une crise, il recourt nécessairement à ces deux registres,** et ce, peu importe son niveau d'instruction ou sa position sociale. [...] **Chaque effet est lié et s'explique par une cause souvent d'origine spirituelle. La sanction** de Nzambi, des ancêtres ou **des sorciers peut se manifester sous diverses formes** – stérilité, guerre, sécheresses, faible production agricole, rareté du gibier, **décès prématurés, maladie,** échec, chômage ou pauvreté. Tout individu, détenant une explication religieuse pour tout

acte de la vie, considère que **chaque contradiction de la vie résulte de l'action d'un démon ou d'un sorcier qu'il est nécessaire soit de chasser, soit d'exorciser, soit de bannir.** »

Source: L. Nunes Pereira, *Crianças Feiticeiras : reconfigurando família, igrejas e estado no pós-guerra angolano*, 2008 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] *Enfants sorciers : reconfigurer la famille, les églises et l'État dans la période post-guerre en Angola*.

“Em Angola, este fenómeno tem sido verificado particularmente entre o grupo étnico Bakongo, tornando-se uma preocupação do governo na última década, com centenas de casos reportados, principalmente nas províncias no norte do país, Uíge e Zaire, bem como nos bairros da capital, Luanda, nos quais a população residente é de origem Bakongo.”

« En **Angola**, ce phénomène [(les accusations de sorcelleries)] a été notamment observé parmi le **groupe ethnique Bakongo**, devenant une **préoccupation** pour le gouvernement au cours de la dernière décennie, avec des **centaines de cas signalés**, principalement dans les provinces du nord du pays, Uíge et Zaire, ainsi que dans les **quartiers de la capitale, Luanda**, où la **population résidente est d'origine bakongo**. »

Source: Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, *Observations finales concernant le septième rapport périodique de l'Angola*, CEDAW/C/AGO/CO/7, 2019.

« Stéréotypes et pratiques néfastes

23. Le Comité accueille favorablement la criminalisation des mutilations génitales féminines par l'adoption, le 23 janvier 2019, du nouveau Code pénal. Il salue également la création d'espaces de discussion sur l'égalité des sexes dans les communautés, avec la participation des autorités traditionnelles (sobas), grâce à la mise en place de centres de surveillance communautaires. Il **s'inquiète** néanmoins des éléments suivants :

a) **La persistance de normes patriarcales qui sont discriminatoires à l'égard des femmes**, qui les confinent à leur rôle procréateur, et **qui légitiment des pratiques néfastes comme** les mariages d'enfants et/ou les mariages forcés, la dot (lobolo), le lévirat, la polygamie, les mutilations génitales féminines, **les accusations de sorcellerie, et l'exclusion sociale des femmes et des filles accusées de pratiquer la sorcellerie ;**

« 24. Rappelant ses observations finales précédentes [CEDAW/C/AGO/CO/6, par. 18 a)], et, conformément à la Recommandation générale/observation générale conjointe no 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et no 18 du Comité des droits de l'enfant sur les pratiques préjudiciables, et à la cible 5.3 des objectifs de développement durable, **le Comité recommande à l'État partie :**

a) **D'interdire toutes les pratiques néfastes**, notamment les mariages d'enfants et/ou les mariages forcés, la dot, la polygamie, le lévirat et **l'exclusion sociale des femmes et des filles accusées de pratiquer la sorcellerie**, et de renforcer les programmes de sensibilisation du public aux effets préjudiciables de ces pratiques sur l'exercice des droits des femmes et des filles en veillant à cibler les chefs coutumiers et religieux et les régions où ces pratiques sont courantes, en particulier à Malanje ; »

Source: JOÃO DE CASTRO MAIA VEIGA FIGUEIREDO, *Feitiçaria na Angola oitocentista: razões por detrás de uma suposta maior tolerância administrativa face a crenças locais*, MNEME revista de humanidades, 2011.

“Ironicamente, a perseguição por parte das autoridades africanas de indivíduos acusados de feitiçaria é igualmente distorcida, e apresentada como um outro auge de crueldade:

São supersticiosos com feitiço e almas do outro mundo, no que cegamente acreditam, resultando d'isto, ser rara a pessoa que morra, cuja morte não seja atribuída a feitiços, seguindo-se d'ahi o acarretar sobre quem recaiu a tal adivinhação, ou a sua desgraça, ou questões e pagamentos; sendo para notar, que quasi sempre recae sobre quem tem bens de fortuna, e quando o não podem fazer d'esta maneira é atribuído ás almas dos seus parentes que o vieram buscar. Aos Sobas convem estas questões, até as promovem, por comerem de ambas as partes [...]. N'aquellas partes [Sudoeste Angolano] a primitiva está em todo o seu auge. [...] Não ha mez nem semana que não seja gente morta pelo Soba [...] já pelas taes scismas de feitiço; [...] em um só dia matou dez mulheres suas imputadas de o quererem matar com feitiço; outra vez um proprio filho de seu irmão, e uma pequena dor de cabeça que teve custou a vida a vinte e sete individuos!!...”

« Ironiquement, la persécution par les autorités africaines d'individus accusés de sorcellerie est également déformée et présentée comme un autre comble de cruauté :

Ils sont superstitieux à propos des sorts et des âmes de l'autre monde, auxquels ils croient aveuglément, ce qui fait qu'il est **rare qu'une personne meure dont la mort n'est pas attribuée à des sorts, et que la personne victime d'une telle divination soit soit dans le malheur, soit confrontée à des questions et des paiements** ; Il faut noter que **cela tombe presque toujours sur ceux qui ont de la richesse**, et quand ils ne peuvent pas le faire de cette manière, on l'attribue aux âmes de leurs proches qui sont venus la récupérer. Ces questions arrangent les Sobas, ils les promeuvent même, car ils mangent des deux côtés [...]. Dans ces régions [sud-ouest de l'Angola], le primitif est à son apogée. [...] **Il ne se passe pas un mois ni une semaine sans que des gens soient tués par les Soba [...]** à cause de ces schismes de sorcellerie ; [...] en un seul jour, il tua dix de ses femmes, accusées de vouloir le tuer avec un sort ; encore une fois le fils de son propre frère, et un petit mal de tête qu'il avait coûté la vie à vingt-sept personnes !!... »

Source: U.S. Department of State, *2021 Country Reports on Human Rights Practices: Angola*, 2021.

“Other Harmful Traditional Practices: There were anecdotal reports that **some communities abused women and children due to accusations the latter practiced witchcraft.**”

Source: Comité des droits de l'Homme, *Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de l'Angola*, CCPR/C/AGO/CO/2, 2019.

« 20. L'État partie devrait :

a) **Interdire et combattre toutes les pratiques néfastes**, notamment le mariage précoce et le mariage forcé, la dot (lobolo), la polygamie, le lévirat, **l'accusation de sorcellerie et l'exclusion sociale des femmes et des filles accusées de pratiquer la sorcellerie**, et enquêter sur les affaires relatives à de telles pratiques afin de poursuivre et de punir tous les adultes auteurs de tels actes;»

Source: Amanda Scatolini, *Caça às bruxas*, O Globo, n. 32650, Mundo, p. 17, 2022 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Chasse aux sorcières*.

“ Também são destacados países como República Democrática do Congo (RDC), Angola, Nigéria, Zimbábue, Gana, Quênia, Papua Nova Guiné, entre outros onde há indicações de que os episódios são frequentes, mas com falta de dados precisos.[...]”

As vítimas, muitas vezes, são mulheres de idade avançada, recém-divorciadas ou viúvas. Vistas como membros mais vulneráveis da sociedade, tornam-se alvos mais fáceis por sua incapacidade

e falta de conhecimento para contestar as acusações.

Os motivos das denúncias de supostos atos de bruxaria também podem variar consideravelmente de uma região para outra: o nascimento de uma criança com deficiência, a morte ou adoecimento de algum familiar, vingança pessoal, superstição, disputas sobre propriedades ou simplesmente um infortúnio na comunidade em que vivem.”

« Des pays comme la République démocratique du Congo (RDC), **l'Angola**, le Nigéria, le Zimbabwe, le Ghana, le Kenya et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, entre autres, sont également mis en avant, où certains éléments indiquent que ces épisodes [chasses à la sorcière] sont **fréquents, mais sans données précises**. [...] »

Les victimes sont souvent des femmes âgées, récemment divorcées ou veuves. Considérées comme **les plus vulnérables de la société**, elles deviennent des cibles plus faciles en raison de leur incapacité et de leur manque de connaissances pour contester les accusations.[...]

Les **motifs de signalement d'actes présumés de sorcellerie** peuvent également varier considérablement d'une région à l'autre : naissance d'un enfant handicapé, **décès ou maladie d'un membre de la famille**, vengeance personnelle, superstition, **conflits de propriété** ou simplement un malheur dans la communauté où l'on vit. Tout écart de comportement jugé suspect peut donner lieu à une plainte et, par conséquent, à un procès. »

Source: Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), *Mlle K.*, décision N°12015618, 2012.

« Mlle K. demande à la Cour d'annuler la décision en date du 25 avril 2012 par laquelle le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a rejeté sa demande d'asile, et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou, à défaut, de lui accorder le bénéfice de la protection subsidiaire ;

[...]

qu'elle-même et sa mère ont fait l'objet de rites de sorcellerie visant à protéger le chef de la milice ;

[...]

qu'en effet, quand bien même elles ne procèdent pas d'opinions réelles de l'intéressée ni même d'opinions imputées à cette dernière, **ces persécutions doivent être considérées**, eu égard à la qualité de ceux dont elles émanent, des buts poursuivis et des méthodes employées par ceux-ci, **comme constituant des persécutions de caractère politique** au sens des stipulations de l'article 1 A 2 de la Convention de Genève, appréciées à la lumière des dispositions précitées de la directive 2004/83/CE ;

[...]

D E C I D E :

Article 1er : La **décision** du directeur général de l'**OFPRA** en date du 25 avril 2012 est **annulée**.

Article 2 : La **qualité de réfugié est reconnue** à Mlle K..

Article 3 : La présente décision sera notifiée à Mlle K. et au directeur général de l'OFPRA. »

Source : *Rapport d'activité*, Office Français de protection des réfugiés et apatrides, 2022.

« Centrée sur la thématique des opinions politiques, réelles ou imputées, la demande d'asile repose également sur des **problématiques sociétales** (minorités sexuelles, violences faites aux femmes, **sorcellerie**), parfois en lien avec des personnalités politiques et/ou militaires majeures. »

2.2. Sur le statut et la perception des femmes veuves en Angola dans le contexte de l'héritage

En Angola, les **femmes veuves** sont souvent perçues comme **des figures marginalisées**, sans droits réels sur les biens du défunt. Dans certaines régions, elles peuvent **même être considérées comme faisant partie de l'héritage**, "transmises" à un parent du mari. **La pression culturelle, la peur des représailles et les obstacles juridiques les empêchent** fréquemment de faire valoir leurs droits.

Source: SADC, Protocole de la SADC sur le genre et le développement, 2016.

« Article 10: **DROITS DES VEUFs ET DES VEUVES**

1. Les États parties adoptent et appliquent une législation visant à garantir que les veuves et les veufs: (a) ne font pas l'objet de traitements inhumains, humiliants ou dégradants ; (b) **deviennent automatiquement les tuteurs et les gardiens de leurs enfants au décès de leur époux/ épouse, sauf décision contraire d'un tribunal compétent** ; (c) **ont droit à une part équitable dans l'héritage des biens de leur conjoint** ; (d) **ont le droit de se remarier avec toute personne de leur choix** ; (e) **disposent d'une protection contre toutes les formes de violence et de discrimination qu'ils pourraient subir du fait de leur condition.** »

Source: ISABEL HARRIET GOURGEL GAVIÃO, *A Violência Doméstica no seio da Relação Conjugal e a sua Relação com o Estatuto da Mulher na Sociedade: o caso de Angola!*, 2015 [traduction non-officielle depuis le portugais], *La violence domestique au sein du couple et sa relation avec le statut des femmes dans la société : le cas de l'Angola*, 2015.

“De facto é possível que a vítima desista da queixa, mas essa faculdade torna-se irrelevante quando se está perante crimes públicos que é o que acontece em relação a determinadas infrações que configuram violência doméstica. Assim sendo, ‘não admitem desistência, por constituírem crimes públicos em matéria de violência doméstica, os seguintes factos:

[...]

d) a apropriação indevida de bens da herança que pelo seu valor pecuniário atente contra a dignidade social dos herdeiros;

[...]

No que concerne à alínea d) – apropriação indevida de bens da herança que pelo seu valor pecuniário atente contra a dignidade social dos herdeiros – pensamos que a mesma se aplica aos casos, não raros, em que, por exemplo, morre o cônjuge marido e a herança, de acordo com algumas regras costumeiras, é distribuída pela família do mesmo e não pela sua esposa e filhos. Há situações até que a esposa é desapropriada da sua própria casa, o que pode provocar-lhe muitos constrangimentos, dado que se vê obrigada a integrar-se noutros agregados familiares, ir para casa de irmãos ou até regressar à casa dos pais. Esta é uma prática que se verifica não só em Angola mas também em outros países africanos, daí que o Protocolo da SADC preveja no seu artigo 10o o direito da viúva a uma porção equitativa na herança do seu esposo, previsto também pelo artigo 21o do Protocolo de Maputo. Parece-nos ser esta a razão de ser da inserção desta norma no artigo 25o da lei em apreço.”

« En effet, la loi permet à la victime de renoncer à sa plainte, mais cette faculté devient **inopérante** lorsque les **faits sont considérés comme des crimes publics**, ce qui est le cas de certaines infractions de violence domestique.

Sont **considérés crimes publics** ne permettant pas la renonciation :

[...]

d) l'**appropriation illicite de biens d'héritage portant atteinte à la dignité sociale des héritiers en raison de leur valeur** ;[...]

Concernant l'alinéa d) – **appropriation indue de biens successoraux** qui, en raison de leur valeur pécuniaire, portent atteinte à la dignité sociale des héritiers – nous pensons que cela s'applique aux cas fréquents où, par exemple, **le mari décède et l'héritage, selon certaines règles coutumières, est réparti entre sa famille et non entre son épouse et ses enfants**. Il existe même **des situations où l'épouse est expropriée de son propre domicile**, ce qui peut la mettre dans une grande gêne, car elle est contrainte de rejoindre d'autres groupes familiaux, d'aller vivre avec ses frères et sœurs, voire de retourner chez ses parents. Cette pratique se produit non seulement en **Angola**, mais aussi dans d'autres pays africains. C'est pourquoi **le Protocole de la SADC prévoit à son article 10 le droit de la veuve à une part équitable de l'héritage de son mari, également prévu à l'article 21 du Protocole de Maputo**. C'est la raison, nous semble-t-il, de l'insertion de cette règle à l'article 25 de la loi en question. »

Source: Albano Pedro, Entrevista ao semanário angolense: questões jurídicas sobre a herança - Albano Pedro, JUKULOMESSO, 2014 [non-official translation from portuguese] Interview with Angolan weekly: legal issues regarding inheritance - Albano Pedro, 2014.

“Aqui não se fala em lei, se quer. Então a mulher sai prejudicada. Primeiro porque não tem direito aos bens do marido, segundo não pode herdar. É tudo para os filhos e para os parentes do marido. A tradição entende mesmo que a própria mulher é parte dos bens da herança, quando em casos mais radicais, ela é “encaminhada” para o irmão mais novo ou mais velho do marido como nova esposa deste.[...]

A cultura joga o seu papel e depois há meios de coação moral para a esposa que entende quebrar as regras da tradição clamando pela lei. Fala-se em feitiços, fala-se em má sorte ou de perseguições de vária ordem e muitas mulheres se deixam levar pelo medo instigado pela força persuasiva dos códigos culturais da família do marido. Até os filhos muitas vezes vão no conjunto dos bens em benefício de irmãos, avós e tudo o resto que esteja ligado ao marido. E depois, mesmo havendo conhecimento da lei, surge o problema da tempestividade do recurso.[...] Aqui falamos da fraca celeridade processual e do atraso das decisões dos tribunais que são um grande problema em Angola e que até o mais simples cidadão sabe.”

“There is no talk of law here, if you will. So **the woman is harmed**. Firstly because **she has no right to her husband's assets**, and secondly because **she cannot inherit**. It is all for the children and the husband's relatives. **Tradition even understands that the woman herself is part of the inheritance assets, when in more extreme cases, she is “handed over” to the husband's younger or older brother as his new wife.** [...]

Culture plays its part and then there are means of **moral coercion for the wife who understands that she is breaking the rules of tradition by calling on the law**. There is talk of spells, bad luck or **persecution** of various kinds and many women allow themselves **to be carried away by fear instigated by the persuasive force of the cultural codes of the husband's family**. And then, even if the law is known, **the problem arises of the timeliness of the appeal**.[...] Here we are talking about the **poor procedural speed and the delay in court decisions**, which are a major problem in Angola and that even the most ordinary citizen knows.”

Source: Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), *Towards gender equality in Angola*, 2000.

“A wife as well as a husband is entitled to inherit half of the common assets after the death of the spouse. [...] In regard to these issues, **women are often unfavourably treated by husbands or by husbands’ kin, in spite of the rights established by the family law.**”

Source: Instituto para a Cidadania et Fundação Fé e Cooperação, *Équité de Genre et Politiques Publiques – Angola c’est avec des femmes et des hommes*, 2021.

« En Angola, bien que la nouvelle Loi des Terres reconnaisse les femmes comme cotitulaires de la terre et avec des droits égaux aux hommes en ce qui concerne la propriété et utilisation de la terre, au niveau institutionnel les administrateurs locaux et les fonctionnaires publics, **responsables du respect des normes de la nouvelle loi, rarement ont la connaissance, l’envie ou l’autorité pour les appliquer.** Et, d’autre part, **les femmes ont aussi un accès limité au système de Justice ce qui restreint la capacité de revendication de leurs droits.**

[...]

Traditionnellement la terre est cédée aux hommes et quand elle est cédée aux femmes c’est seulement par la voie de membres de famille masculins (pères, maris, oncles ou frères). En des situations de séparation et **veuvage, habituellement la femme perd l’accès à la terre et à tous les biens en faveur des membres de la famille du mari ou des enfants hommes.** »

Source: Robin Nielsen, *Women’s Land Rights in Post-Conflict Angola*, 2008.

“**Cases of widowhood are common in the rural and peri-urban pilot areas.** If widowed, the fate of the woman largely depends upon the families and the soba. **Women are often at risk for eviction by their in-laws**, particularly in rural areas. In some cases, widows are allowed to stay on their husbands’ land but only as holders in trust for the children; they do not have the right to lease or sell the land, and **the land’s use is controlled by the in-laws.** In other cases, the widow may decide to leave because of tensions and conflicts with the in-laws if a widow returns to her birth family, she may or may not receive a plot to farm from her parents or brothers.

One study in Kuanza sul province found that when a man dies, **his relatives often take the rights to his land, not his widow.** The study found that only 23 percent of widows use the land left by the deceased husband, and six percent were cultivating land provided by the soba. The sobas reported that they help widows to obtain other land for cultivation so they can remain in the village if they wish.

[...]

In contrast, **women in lumandi reported that eviction of the widow by the in-laws was not uncommon.** If requested, sobas may intervene and if the matter could not be resolved, the soba would give the widow another plot of land.

[...]

The **practice of levite** (marrying brother of the deceased husband) is **common in some areas of angola and protects the widow from becoming destitute.**”

Source: Luena Nascimento Nunes Pereira (Tese de Doutorado), *Os BAKONGO de ANGOLA: religião, política e parentesco num bairro de LUANDA*, África: Revista do Centro de Estudos Africanos, 2004 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Les BAKONGO d'ANGOLA : religion, politique et parenté dans un quartier de LUANDA.*

“No caso do óbito, a conversa se dá, basicamente, entre a(s) família(s) do falecido e a(s) da viúva. É o momento de tratar da herança deixada pelo falecido [...] e é quando a família da viúva expõe problemas e pendências existentes.

Sendo a viúva uma senhora de idade, lhe foi permitido tomar a palavra. Neste momento, ela expôs uma série de dificuldades enfrentadas dentro de casa, como casos de doença, desemprego, problemas espirituais, sobretudo o caso das filhas que não conseguiam manter seus casamentos.

Após esta exposição, os objetos pessoais do falecido foram inspecionados por suas famílias (Kanda e Kise). **Reafirma-se assim o poder das linhagens materna e paterna que têm o direito de tomar os bens – móveis e imóveis – do morto podendo deixar pouco ou nada na posse da viúva e dos filhos que deveriam contar, para seu sustento,** com o apoio da sua própria matrilinearidade. Todavia, indicando a tendência de reconhecimento do poder paterno, as famílias do falecido decidiram apropriar-se simbolicamente dos objetos do morto – a saber, uma lâmina de barbear, uma calça e uma camisa – demonstrando assim boa vontade para com a viúva e os filhos que deverão continuar na posse dos bens do falecido, para com eles garantir seu sustento.”

« En cas de décès, la conversation a lieu essentiellement entre la ou les familles du défunt et le ou la veuf(ve). Il est temps de s'occuper de l'héritage laissé par le défunt [...] et c'est à ce moment-là que la famille de la veuve expose les problèmes existants et les questions en suspens.

Comme la veuve était une dame âgée, elle a été autorisée à parler. À cette époque, elle expose une série de difficultés rencontrées à la maison, telles que des cas de maladie, de chômage, des problèmes spirituels, en particulier le cas des filles qui n'arrivent pas à maintenir leur mariage.

Après cette exposition, les effets personnels des défunts ont été inspectés par leurs familles (Kanda et Kise). Cela réaffirme le **pouvoir des lignées maternelles et paternelles, qui ont le droit de prendre les biens – meubles et immeubles – du défunt, laissant peu ou rien en possession de la veuve et des enfants**, qui devraient compter sur le soutien de leur propre matrilinéaire pour leur subsistance. Cependant, témoignant de la tendance à reconnaître le pouvoir paternel, les familles du défunt décidèrent de s'approprier symboliquement les objets du défunt – à savoir une lame de rasoir, un pantalon et une chemise – démontrant ainsi leur bonne volonté envers la veuve et les enfants qui devaient continuer à posséder les biens du défunt, afin de garantir leurs moyens de subsistance. »

2.3. Sur la stigmatisation et les persécutions additionnelles en cas d'appartenance religieuse, notamment à des églises non traditionnelles

Depuis 2013, l'Angola limite l'activité des églises non traditionnelles, notamment les **nouvelles églises chrétiennes et les minorités étrangères** comme les Bakongo. Leur **absence de reconnaissance légale limite leurs droits**, ce qui **accroît la vulnérabilité des veuves** issues de ces communautés, privées de soutien spirituel et social, surtout en cas de veuvage.

Source: Centre catholique des médias Cath-Info, *Angola : plus de 1'000 églises de sectes chrétiennes fermées à travers le pays*, 2018.

« **Les autorités angolaises ont fermé quelque 1'018 églises de nouvelles sectes chrétiennes durant la période du 6 novembre au 25 décembre 2018.** Elles ont procédé à ces mesures à travers tout le territoire national, dans le cadre d'une opération d'assainissement du milieu religieux et de la lutte contre l'insécurité.

Le parlement du pays a voté, en novembre 2018, une nouvelle loi sur les libertés religieuses, de croyance et de culte, afin de **lutter contre la prolifération des nouvelles sectes chrétiennes qui envahissent le pays.** »

L'adoption de cette nouvelle disposition est l'aboutissement d'un long processus de lutte contre l'implantation des nouvelles sectes religieuses en Angola, entamée depuis 2013. Le pays comptait, à cette date, quelque 900 nouvelles «Églises».

Source: European Center for Law and Justice, *Rapport de l'ECLJ sur les droits de l'homme en Angola pour le 48e Examen périodique universel*, 21 août 2024.

« Le pays [Angola] se classe comme le 71ème pire pays pour les chrétiens, principalement en raison des restrictions sur les églises non enregistrées, qui sont interdites de faire de l'évangélisation et de tenir des services religieux. La loi de 2019 sur la liberté de religion et de croyance exige que les groupes religieux aient au moins 60.000 membres en tout et au moins 1.000 membres dans chacune des 18 provinces de l'Angola pour être légalement enregistrés. Ce seuil élevé a empêché de nombreuses églises de s'enregistrer, ce qui **limite considérablement leurs activités et conduit fréquemment à des fermetures par le gouvernement**. Actuellement, **seules 84 organisations religieuses sont officiellement enregistrées, laissant de nombreux chrétiens, en particulier ceux des dénominations non traditionnelles, dans l'incapacité de célébrer correctement les rites religieux comme les mariages, les baptêmes et les funérailles.**»

Source: Portes Ouvertes, *Persécutions des chrétiens*, consulté en juin 2025.

« Les **églises non traditionnelles** sont prises dans un étau de **contraintes légales** qui les plongent de fait dans la clandestinité. Elles craignent d'être fermées ou leurs bâtiments détruits. **Le gouvernement a ordonné la fermeture de plus de mille d'entre elles**. Et l'avenir n'augure rien de bon.

Depuis un décret du 4 octobre 2018, **une église doit compter 100.000 citoyens adultes résidant dans au moins 12 des 18 provinces pour être enregistrée. Sans enregistrement officiel, il ne peut y avoir légalement ni école, ni hôpital, ni autre aide sociale**. Depuis 2004, aucune nouvelle église n'a pu être enregistrée.

Le gouvernement contrôle ainsi les églises et ferme celles qui s'opposent à lui. Celles qui le soutiennent ne sont pas inquiétées. Mais **les chrétiens qui dénoncent le système de corruption et le régime dictatorial sont rapidement arrêtés**. Et ceux qui quittent les églises enregistrées (en particulier l'Église catholique) pour une église non enregistrée doivent affronter de gros défis.»

Source: UNHCHR, *Switzerland: State Secretariat for Migration (SEM) Angola - Feuilles d'information sur les pays*, 1998.

« A la fin 1994, **les églises reconnues officiellement par l'Etat** étaient au nombre de 71. Parmi celles-ci, on comptait l'Eglise catholique, les églises réformées, ainsi que l'**Eglise kimbanguiste** - dite également 'Eglise de Jésus-Christ sur la terre par le prophète Simon Kimbangu' - reconnues en 1987, ainsi que l'Eglise tokoïste - ou 'Eglise de notre Seigneur Jésus-Christ sur terre' (fondée par le prophète Simão Toko) - et les **Témoins de Jéhovah**, reconnus en avril 1992. **Une centaine de demandes d'enregistrement déposées par des églises mineures étaient toujours en attente.** »

Source: Portes Ouvertes, *2000 églises fermées en Angola : persécution ou pas ?*, 2018.

« Si l'**Angola** ne figure pas dans l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens, il existe des signes préoccupants. L'État n'a reconnu aucune église nouvelle depuis 2004 et **a créé un climat défavorable en déclarant que les sectes religieuses sont une source de préoccupation**. Malgré l'élection d'un nouveau président après quatre décennies de répression, la liberté de la presse reste menacée. **Amnesty International s'est déclarée préoccupée par la diminution de la liberté d'expression, d'association et de réunion en Angola**. Portes Ouvertes, qui n'opère pas

actuellement dans ce pays, suit ces développements de près. »

Source: Inge Amundsen, *Angola: Religion and repression*, 2022.

“Although **this church [Kimbanguism] is officially recognised in Angola** (de Morais 2014), and a long history of co-optation by the MPLA, **its transnational scope and the prominence of its Bakongo membership adds to the widespread Angolan perceptions of Bakongo ‘foreignness’**. **The Bakongo have been discriminated against and sometimes persecuted in Angola for being ‘non-Angolans’ and for not being ‘true’ Angolans**. The Bakongo are sometimes referred to as “**full of French**” and “**barely Angolans**”, and the derogatory term ‘*langa*’ (and ‘*langa-langa*’) is used for the Bakongo (Martins 2015: 155, 106). Some Bakongo complain about official discrimination in the form of *berufsverbot* (that it is impossible to get public employment above a certain level), reflecting that they have difficulties in accessing housing, health care, etc.

While this type of discrimination appears to be entrenched, there is no recent record of state-sanctioned physical violence carried out by authorities purely on the basis of Bakongo ethnicity, without other contributing factors. The Kimbanguist church, however, stands out as an autochthon movement, with the risk this entails.”

Source: Jeune Afrique, *RDC : dix choses à savoir sur Ne Muanda Nsemi, le chef de la secte Bundu dia Kongo*, 2020.

« L’ancien député congolais, chef du mouvement politico-mystique des **Bundu dia Kongo (BDK)**, a été arrêté le 24 avril après plusieurs jours de négociations. [...] Il **prône notamment l’autonomie de sa province et promet la résurrection du royaume Kongo tel qu’il s’étendait au XVe siècle, de la RDC au Gabon en passant par l’Angola et le Congo-Brazzaville.** »

Source: Human Rights Watch, *RD Congo: Répressions sanglante du mouvement Bundu dia Kongo*, 2020.

« (Kinshasa) – La **police de la République démocratique du Congo** a eu recours à plusieurs reprises à une **force létale excessive contre un mouvement religieux séparatiste en avril 2020**, tuant au moins 55 personnes et en blessant de nombreuses autres. **La répression par le gouvernement du mouvement Bundu dia Kongo (BDK) a eu lieu du 13 au 24 avril dans plusieurs villes de la province occidentale du Kongo Central**, ainsi que dans la capitale du pays, Kinshasa.

Les tensions ont monté entre le 13 et le 15 avril, alors que **des centaines de membres du BDK érigeaient des barrages routiers dans les villes de Boma, Kisantu, Sona-Bata, Lemba et Songololo, scandant des slogans d’exclusion ethnique et menaçant les « non-originaires »**. Certains étaient munis de longs bâtons et de noix de palme tandis que quelques-uns étaient armés de fusils de fabrication locale. Les forces de police, déployées pour disperser ces attroupements, ont parfois tiré à balles réelles. Selon des témoins et des informations fournies par la police, ainsi que d’autres sources, au moins six membres du BDK et un passant ont été tués dans les villes de Kisantu, Sona-Bata et Boma. Un membre du BDK aurait tué par balles un agent de police à Kisantu le 13 avril.

[...]

Le BDK avait longtemps prôné une plus grande autonomie pour le Kongo Central au sein d’un système fédéral. **Le 12 avril, Nsemi a déclaré l’indépendance du Kongo Central et s’est auto-proclamé président de la « République fédérale du Kongo Central ».** »

Source: Conseil des droits de l’Homme, *Rapport du Groupe de travail sur l’Examen périodique universel - Angola*, 20 mars 2025.

« 150. Les recommandations ci-après seront examinées par l'Angola, qui donnera une réponse en temps voulu, au plus tard à la cinquante-neuvième session du Conseil des droits de l'homme :

[...] 150.80 **Mettre la législation relative à la liberté d'expression** et à la liberté d'association et de réunion pacifique **en conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains** en abrogeant l'article 4 (par. 2) de la loi sur le droit de réunion et de manifestation et en modifiant la loi sur la sécurité nationale (Espagne). »

3. Est-il facile de porter plainte en Angola ?

La législation angolaise prévoit **l'exercice du droit de dépôt de plainte** (3.1) au travers de **plusieurs mécanismes et procédures** (3.2).

3.1. L'existence d'un droit de dépôt de plainte

La **loi n°9/22 de 2022** garantit aux citoyen·nes **le droit de pétition, de plainte ou de réclamation** auprès des autorités, sans formalisme excessif, y compris pour contester un acte administratif.

Source: Loi n°9/22 de 20 abril 2022 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Loi n°9/22 de l'Assemblée nationale portugaise du 20 avril 2022, consulté en mai 2025.

“Artigo 1 : A presente Lei regula e garante o exercício do direito de petição, para defesa dos direitos dos cidadãos, da Constituição, das leis ou do interesse geral, mediante apresentação aos Órgãos de Soberania, ou a quaisquer autoridades, com excepção dos Tribunais, de petições, denúncias, representações, reclamações ou queixas.”

“Artigo 2 : [...] d) - Entende-se por reclamação a impugnação de um acto perante o órgão, funcionário ou agente que o praticou, ou perante o seu superior hierárquico.”

“Artigo 6 : Nenhuma entidade, pública ou privada, pode proibir, ou por qualquer forma impedir ou dificultar, o exercício do direito de petição, designadamente na livre recolha de assinaturas e na prática dos demais actos necessários.”

“Artigo 9 : O exercício do direito de petição não está sujeito a qualquer formalismo excessivo ou a processo específico, devendo o procedimento facilitar o exercício do direito. A petição, a representação, a reclamação e a queixa devem, porém, ser reduzidas a escrita, podendo ser em linguagem braille, e devidamente assinadas pelos titulares, ou por outrem a seu rogo, se aqueles não souberem ou não puderem assinar.”

« Article 1 : La présente loi régit et garantit **l'exercice du droit de pétition**, pour la défense des droits des citoyens, de la Constitution, des lois ou de l'intérêt général, en adressant des pétitions, des dénonciations, des représentations, des **plaintes** ou des réclamations aux **organes de souveraineté ou à toute autorité**, à l'exception des tribunaux. »

« Article 2 : [...] d) - Une **plainte** est la **contestation d'un acte devant l'organe, le fonctionnaire ou l'agent qui l'a exécuté, ou devant son supérieur hiérarchique**. »

« Article 6 : **Aucune entité, publique ou privée, ne peut interdire ou entraver de quelque manière que ce soit l'exercice du droit de pétition**, à savoir la libre collecte de signatures et l'accomplissement d'autres actes nécessaires. »

« Article 9 : L'exercice du droit de pétition n'est **pas soumis à des formalités excessives ou à une procédure spécifique**, et la procédure doit faciliter l'exercice de ce droit. La pétition, la représentation et la **plainte** doivent toutefois être **consignées par écrit**, et peuvent être en braille, et dûment signées par les titulaires, ou par d'autres personnes à leur demande, s'ils ne le savent pas ou ne peuvent pas signer. »

Source: Generis Global, *A comprehensive overview of the legal system in Angola*, 7 Novembre 2024.

“The judicial procedures in Angola are structured to encompass both civil and criminal matters, ensuring that justice is administered effectively across various contexts. The process of **case initiation is a critical first step in this system**. For **civil cases**, individuals seeking resolution typically file a **formal complaint**, termed “**petição inicial**,” with the competent court. This **initiates judicial proceedings**, leading to the assignment of a judge responsible for overseeing the case. In **criminal cases**, prosecution begins when the **Public Ministry brings charges against an individual**, aiming to uphold the rule of law and protect societal interests.”

3.2. Les diverses procédures de dépôt de plainte en Angola

Dans une volonté de faciliter l'exercice de ce droit, l'Angola a récemment introduit une **alternative à la procédure classique de dépôt de plainte** (3.2.1), en permettant aux citoyens de **déposer plainte par voie électronique** (3.2.2).

3.2.1. La procédure classique : présentation auprès des services de police

Source: Police Station, *How to File a complaint in Angola Police Station*, 2022.

“Procedure to File a complaint in Angola Police Station: Locate the police station closest to you where you can file the complaint. [...]

Documents Required :

- Identification documents: You will need to provide a valid form of identification, such as your passport or national identity card.
- Proof of ownership: If you are filing a complaint related to property or goods, you may need to provide proof of ownership or possession, such as a deed or a receipt.
- **Evidence:** You should also bring any proof that you have to support your complaints, such as photographs, videos, or witness statements.
- **Police report:** If the incident you are complaining about involves a crime, it is helpful to bring a copy of the police report or case number.
- Complaint form: The police may ask you to fill out a complaint form with details of the incident, including the date, time, and location, as well as any other relevant information.”

3.2.2. La procédure simplifiée : la plainte électronique

Source: Servico Investifacao Criminal, *Qui peut déposer une plainte ?*, consulté en mai 2025.

« Le système de plainte électronique permet aux citoyens de **déposer une plainte par voie électronique** auprès des autorités compétentes. [...]

Ce système n'est **pas destiné à répondre aux situations d'urgence** ou à celles où l'intervention immédiate des forces ou des services de sécurité est nécessaire, notamment lorsque le crime est en train d'être commis. [...]

Tout citoyen peut déposer une plainte électronique. La saisine de l'autorité compétente n'a lieu qu'après validation et confirmation de l'identité du plaignant, étant traitée de la même manière qu'une plainte déposée directement auprès d'une force ou d'un service de sécurité. **Les citoyens continuent de pouvoir recourir à toutes les formes traditionnelles de dénonciation et de plainte des infractions prévues par la loi.** »

4. Quelles sont les lois en matière de viol ? Sont-elles appliquées ? Quelles sont les suites données aux plaintes ?

L'Angola a profité de l'adoption de son propre **Code pénal en 2020** (replaçant celui «hérité» du temps de la colonisation portugaise) pour introduire des **réformes majeures** dans sa législation, notamment **en matière de viol** (4.1). Cependant, ces avancées restent **très peu appliquées en pratique** (4.2).

4.1. La législation angolaise en matière de viol

Depuis la révision de son Code pénal en 2020, l'Angola a **élargi la définition du viol**, incluant notamment **le viol conjugal**. L'agression sexuelle est désormais distinctement définie et sanctionnée par des peines allant de 6 mois à 10 ans de prison selon la gravité. Cette réforme a été **motivée par la pression de la société civile**, qui a contribué à **l'alourdissement des peines et à une reconnaissance plus large des formes de violence sexuelle**.

Source: Código penal de Angola – [Traduction non-officielle depuis le portugais] Code pénal angolais, consulté en mai 2025.

“**Artigo 168** : Para efeitos do disposto no presente capítulo, entende-se por: a) ‘Acto sexual’, todo o acto praticado para libertação ou para satisfação do instinto sexual; b) ‘Agressão sexual’, todo o acto sexual realizado por meio de violência, coacção, ameaça ou colocação da vítima em situação de inconsciência ou de impossibilidade de resistir; c) ‘Penetração sexual’, a cópula, o coito anal ou oral e a penetração vaginal ou anal com os dedos ou objectos utilizados em circunstâncias de envolvimento sexual.

Artigo 169 : 1. Quem praticar agressão sexual contra outra pessoa é punido com pena de prisão de 6 meses a 4 anos. 2. A mesma pena é aplicada a quem, pela mesma forma, levar outra pessoa a sofrer ou praticar acto sexual com um terceiro.

Artigo 170 : Quem, mediante os meios referidos na alínea b) do artigo 168, efectuar penetração sexual noutra pessoa, ainda que esta seja o cônjuge do agente ou que, pelos mesmos meios, a constranger a sofrer penetração sexual por terceiro é punido com pena de prisão de 2 a 10 anos.”

« Article 168 : Aux fins du présent chapitre, on entend par : a) “acte sexuel”, tout acte accompli pour libérer ou satisfaire l'instinct sexuel ; b) “agression sexuelle”, tout acte sexuel accompli avec violence, contrainte, menace ou en plaçant la victime dans une situation d'inconscience ou d'incapacité de résistance ; c) “pénétration sexuelle”, la copulation, les rapports sexuels anaux ou oraux et la pénétration vaginale ou anale avec des doigts ou des objets utilisés dans des circonstances d'implication sexuelle.

Article 169 : 1) **Quiconque commet une agression sexuelle sur une autre personne est puni d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 4 ans.** 2) La même peine s'applique à quiconque, par les mêmes moyens, fait subir à une autre personne un acte sexuel avec un tiers ou la fait participer à un tel acte.

Article 170 : **Celui qui, par les moyens visés à l'article 168, point b), aura pratiqué une pénétration sexuelle sur une autre personne, même si celle-ci est son conjoint, ou qui, par les mêmes moyens, aura contraint cette personne à subir une pénétration sexuelle de la part d'un tiers, sera puni d'une peine d'emprisonnement de 2 à 10 ans. »**

Source: Human rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review : Angola*, 20 mars 2025.

“Furthermore, Angola had taken steps to combat domestic violence and provide support to victims, with a law in place since 2011. In addition, the **revised Criminal Code of 2020 imposed stricter penalties**. Further **amendments were being considered to increase the severity of sentences for domestic violence**, particularly against women and children.”

Source: Jornal de Angola, *Crimes sexuais têm as penas agravadas*, Ministério da Justiça e dos Direitos Humanos, 2017 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Les crimes sexuels ont des peines aggravées*, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, 2017.

“As penas por crimes sexuais no projecto de Código Penal foram todas agravadas, atendendo à vontade e à sensibilidade da sociedade civil, que pedia o seu agravamento, afirmou o membro da Comissão da Reforma da Justiça e do Direito Mota Liz. ‘No plano técnico acabamos cedendo à vontade e à sensibilidade da sociedade civil, que na altura gritou pelo agravamento das penas e de um modo geral as penas por crimes sexuais foram todas elas agravadas. Aquelas pessoas que têm propensão para cometer crimes sexuais que se cuidem, porque quando este Código for aprovado a responsabilidade penal será muito agravada’, alertou.

O projecto, explicou, veio também resolver problemas velhos que se colocam no actual Código Penal, como por exemplo as questões que têm a ver com a pedofilia, o abuso sexual sobre rapazes, pois, acrescentou, no actual Código a violação só é referida em relação a mulheres.

Mota Liz esclareceu que o projecto, já aprovado na generalidade pela Assembleia Nacional na legislatura passada, aperfeiçoa os conceitos de agressão sexual, de autodeterminação sexual e de liberdade sexual. A esse propósito, Mota Liz explicou que o próprio esposo pode incorrer no crime de violação se a mulher não der o seu consentimento para um acto de satisfação sexual e o homem forçar. ‘Mesmo no casamento, onde há este dever, essa reciprocidade, é preciso que haja vontade em cada momento concreto. As pessoas mantêm a sua liberdade sexual’, salientou. O assédio sexual, que é um tipo novo no Código, é punido com pena de prisão até três anos ou multa até 365 dias. Segundo Mota Liz, o legislador procura definir claramente o que é o assédio, para distingui-lo daquilo que é a insinuação natural nos seres humanos para que haja namoro e casamento. ‘O assédio vai ocorrer em ambientes em que há uma relação de dependência, de hierarquia’, salientou, acrescentando que o ofensor ‘vai usar dessa sua autoridade ou prestígio que tem sobre a pessoa para tentar obter favores sexuais’.

A fraude sexual vem também prevista no Código, e pune aquelas situações em que alguém parece ser uma pessoa que não é, para conseguir conquistar alguém. ‘Utilizam a fraude para poder convencer a outra pessoa a ceder aos seus caprichos sexuais’, explicou Mota Liz.

A versão final do Código Penal estava para ser aprovada em Março deste ano, depois de ser apreciada nas comissões de especialidade da Assembleia Nacional. A questão do aborto foi a que mais polémica originou, tanto na discussão pública como nas comissões de especialidade do Parlamento e esteve na base da sua não aprovação final.”

« “**Les peines pour les crimes sexuels** dans le projet de Code pénal ont **toutes été augmentées**, en réponse aux souhaits et aux sensibilités de la société civile, qui a appelé à leur augmentation”, a déclaré Mota Liz, membre de la Commission de la justice et de la réforme du droit. “Sur le plan technique, nous avons fini par **céder aux souhaits et aux sensibilités de la société civile**, qui réclamait à l’époque un alourdissement des peines, et de manière générale, **les peines pour les crimes sexuels ont toutes été alourdies**. Ceux qui sont susceptibles de commettre des crimes sexuels doivent être vigilants, car l’adoption de ce code alourdira considérablement leur responsabilité pénale”, a-t-il averti.

Le projet, a-t-il expliqué, vise également à résoudre d'anciens problèmes qui se posent dans le Code pénal actuel, tels que les questions liées à la pédophilie et aux abus sexuels sur les garçons, car, a-t-il ajouté, **“dans le Code actuel, le viol n'est mentionné qu'en relation avec les femmes”**.

Mota Liz a précisé que le projet, déjà approuvé en termes généraux par l'Assemblée nationale lors de la dernière législature, **améliore les concepts d'agression sexuelle, d'autodétermination sexuelle et de liberté sexuelle**. À cet égard, Mota Liz a expliqué que **le mari lui-même peut commettre le crime de viol si la femme ne donne pas son consentement à un acte de satisfaction sexuelle et que l'homme la force**.

“Même dans le mariage, où il y a ce devoir, cette réciprocité, il faut une volonté à chaque instant. Chacun conserve sa liberté sexuelle”, a-t-il souligné. Le harcèlement sexuel, qui est un nouveau type dans le Code, est puni d’une peine de prison pouvant aller jusqu’à trois ans ou d’une amende pouvant aller jusqu’à 365 jours. Selon Mota Liz, le législateur cherche à définir clairement ce qu'est le harcèlement, pour le distinguer de ce qui est l'insinuation naturelle chez les êtres humains pour les rencontres et le mariage. “Le harcèlement se produira dans des environnements où il existe une relation de dépendance, de hiérarchie”, a-t-il souligné, ajoutant que le délinquant “utilisera l'autorité ou le prestige qu'il a sur la personne pour tenter d'obtenir des faveurs sexuelles”.

La fraude sexuelle est également couverte par le Code et punit les situations dans lesquelles une personne apparaît comme quelqu'un qu'elle n'est pas, afin de séduire quelqu'un. “Ils utilisent la fraude pour convaincre l’autre personne de céder à leurs caprices sexuels”, explique Mota Liz.

La version finale du Code pénal devait être approuvée en mars de cette année, après avoir été examinée par les commissions spécialisées de l'Assemblée nationale.»

Source: ISABEL HARRIET GOURGEL GAVIÃO, *A Violência Doméstica no seio da Relação Conjugal e a sua Relação com o Estatuto da Mulher na Sociedade: o caso de Angola!*, 2015 [traduction non-officielle depuis le portugais], *La violence domestique au sein du couple et sa relation avec le statut des femmes dans la société : le cas de l'Angola*, 2015.

“O no 3 do artigo 24o da Lei no 25/11 estabelece que ‘a vítima de violência doméstica pode, sem prejuízo dos casos em que a lei o proíba, desistir da queixa em qualquer fase do processo’.”

« L’article 24(3) de la Loi n° 25/11 prévoit que **“la victime de violence domestique peut, sauf dans les cas interdits par la loi, retirer sa plainte à tout moment de la procédure”**. »

4.2. L’effectivité de la loi en vigueur

La mise en œuvre de la législation angolaise reste largement **entravée par de nombreux obstacles structurels** comme la **persistance des violences basées sur le genre** (4.2.1), **l’insuffisance de moyens alloués** à la bonne administration de la justice (4.2.2), ainsi que **l’exercice des pratiques corruptives** dont la CNDA a déjà reconnu qu’elle pouvait représenter un **risque de persécution**, qui plus est pour les femmes isolées.(4.2.3).

4.2.1. Une applicabilité limitée en raison des inégalités de genre

Source: Organisation Suisse d’aide aux réfugiés, *Factsheet Angola*, novembre 2024.

« La violence à l'encontre des femmes et des filles est très répandue. La **loi angolaise** définit les violences domestiques comme des violence physiques, sexuelles, psychologiques et verbales, entre autres. Elle **punit la violence domestique** et le **viol** d'une peine pouvant aller jusqu'à huit ou douze ans de prison. **Cependant, des ressources limitées en matière d'enquête et une justice en partie inefficace ont empêché la poursuite des auteurs dans la plupart des cas.** »

Source: Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Angola : information sur la violence conjugale, notamment sur la législation afférente à ce type de violence de même sur la protection et les ressources offertes aux victimes de violence conjugale*, 2007.

« Selon Freedom House, **les femmes ont difficilement accès aux systèmes de justice officiels**. HRW ajoute que les tribunaux sont « à peu près inexistantes dans les provinces ». De même, un chercheur principal de l'université de Lisbonne, spécialisé dans les questions liées au genre en Angola et dans les autres pays lusophones d'Afrique, a déclaré dans une communication écrite adressée à la Direction des recherches que « dans plusieurs endroits [les femmes] **ne peuvent pas avoir accès au système judiciaire** [...] ».

Freedom House signale que les **juges** sont “souvent **indulgents**” quand ils imposent une peine à des hommes reconnus coupables de violence envers des femmes. »

Source: US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices : Angola*, 2022.

“The law criminalizes domestic violence and penalizes offenders with prison sentences of up to eight years and monetary fines, depending on the severity of their crime. The **Ministry of Justice and Human Rights maintained a program with the Angolan Bar Association to give free legal assistance to women survivors of domestic abuse** and established counseling centers to help families.

According to the Ministry of Social Action, Family, and Women Promotion, during the year there were 2,929 cases reported to the care centers of family-based violence, of which 2,297 victims were women, while the Criminal Investigation Services registered 4,905 cases of domestic violence. **Prosecutions were reportedly rare.**”

Source: US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices: Angola*, 2023.

“A 2021 study conducted by the NGO Mosaiko stated **53 percent of women in rural communities and urban peripheries did not report domestic violence to civil authorities, and even sexual abuse of adolescents was often addressed by the village leaders and not reported to police. Only aggravated rape cases with severe injuries and rape of children were reported to police.** The Ministry of Justice and Human Rights worked with the Ministry of Interior to increase the number of women police officers and **to improve police response to rape allegations.**

The law criminalized domestic violence and penalized convicted offenders with prison sentences of up to eight years and monetary fines, depending on the severity of their crime. The Ministry of Justice and Human Rights **maintained a program with the Angolan Bar Association to give free legal assistance to women survivors of domestic abuse and established counseling centers to help families.**”

Source: Cecília Kitombe e Carlos Pacatolo, *Em Angola, a violência baseada no gênero é vista como principal desafio aos direitos das mulheres*, Afrobarometer Edição No. 586, 2023 [traduction non-officielle depuis le portugais] *En Angola, la violence sexiste est considérée comme le principal défi aux droits des femmes*, Afrobaromètre n° 586.

“Resposta as denúncias de casos de VBG

A polícia e os estudiosos concordam que a verdadeira extensão da VBG é desconhecida porque muitos ataques a meninas e mulheres nunca são relatados. As razões incluem o medo do agressor, o medo de uma resposta negativa de outras pessoas e a crença de que as autoridades não levarão o caso a sério (Palermo, Bleck, & Peterman, 2014).

Questionados se acham que uma mulher que relata ter sido vítima de estupro, violência doméstica ou outro tipo de VBG será criticada, assediada ou envergonhada por outras pessoas da comunidade, menos de um quarto (23%) dos Angolanos diz que isso é “muito improvável”. Enquanto outros 19% consideram “um pouco improvável”, cerca de metade (49%) diz que é “um pouco provável” (23%) ou “muito provável” (26%).

A possibilidade de enfrentar críticas, assédio ou humilhação provavelmente tornaria ainda mais difícil para um sobrevivente de VBG denunciar tal crime às autoridades. [...]

Apesar das expectativas contraditórias sobre a resposta da comunidade, a maioria (59%) dos Angolanos acredita que a polícia levará a sério os casos relatados de VBG. Ainda assim, cerca de um terço (32%) dos cidadãos considera isso improvável. [...]

« Réponse aux signalements de cas de violence sexiste

La police et les universitaires s'accordent à dire que **l'ampleur réelle de la violence sexiste est inconnue**, car de **nombreuses attaques** contre les filles et les femmes ne sont **pas signalées**. Les raisons incluent la **peur de l'agresseur, la peur d'une réponse négative des autres et la croyance que les autorités ne prendront pas l'affaire au sérieux** (Palermo, Bleck et Peterman, 2014).

Lorsqu'on leur demande s'ils pensent qu'une femme qui **déclare avoir été victime de viol**, de violence domestique ou d'autres violences sexistes **sera critiquée, harcelée ou humiliée** par d'autres membres de la communauté, **moins d'un quart (23 %) des Angolais répondent que c'est “très peu probable”**. Alors que 19 % supplémentaires considèrent que cela est “plutôt improbable”, **environ la moitié (49 %) déclarent que cela est “plutôt probable”** (23 %) ou “très probable” (26 %).

La possibilité d'être **confronté à des critiques, du harcèlement ou de l'humiliation** rendrait probablement encore **plus difficile** pour une survivante de VBG **de signaler un tel crime aux autorités**. [...]

Malgré des attentes mitigées quant à la réponse de la communauté, **la majorité (59 %) des Angolais pensent que la police prendra au sérieux les cas signalés de violence sexiste**. Pourtant, **environ un tiers (32 %) des citoyens considèrent que cela est peu probable**.»

Source: Human Rights Watch, *Country Summary Angola*, 2005.

“**Sexual and domestic violence against women and girls is widespread but few cases are reported to the police and/or prosecuted**. Women are **reluctant to report cases to the police** given their attitude towards domestic and sexual violence, and the **judiciary is virtually non-existent in the provinces**.”

Source: Venancio Rodrigues, *Mais da metade das angolanas vítimas de violência não denunciam seus agressores*, 27 novembre 2024 [non-official translation from portuguese], *More than half of Angolan victims of violence do not report their attackers*.

“A maioria, 53 por cento, opta por não denunciar o crime.

Pobreza, falta de educação e incapacidade do Estado em responder apontadas como causas para o silêncio da maioria.[...]

A deputada do Grupo de Mulheres Parlamentares de Angola, Clarisse Kaputu, aponta como uma das causas do fenómeno a pobreza a que são submetidas muitas mulheres angolanas.[...]

‘O rosto da pobreza é feminino e tudo isso aumenta o nível de fragilidade das mulheres em grande parte. Infelizmente não temos organizações fortes a trabalhar nesta área’, sustenta Kaputu.”

“The majority, 53 percent, choose not to report the crime.

Poverty, lack of education and the State's inability to respond are cited as reasons for the silence of the majority. [...]

Clarisse Kaputu, a member of the Angolan Women Parliamentarians Group, points to **the poverty to which many Angolan women are subjected as one of the causes of the phenomenon.** [...]

‘The **face of poverty is female** and all of this increases the level of fragility of women to a great extent. Unfortunately, we do not have strong organizations working in this area’, argues Kaputu.”

4.2.2. Une insuffisance de moyens affaiblissant la bonne administration de la justice

Source: US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices : Angola*, 2022.

“Rape, including spousal rape and intimate partner rape, is **illegal** and **punishable** by up to 12 years’ imprisonment if convicted, depending on aggravating situations. The **government did not enforce the law effectively. Limited investigative resources, poor forensic capabilities, and an ineffective judicial system prevented prosecution of most cases.** The Ministry of Justice and Human Rights worked with the Ministry of Interior to increase the number of women police officers and to improve police response to rape allegations.”

Source: US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices: Angola*, 2023.

“[...] Limited investigative resources, poor forensic capabilities, and an ineffective judicial system prevented prosecution of most cases.”

Source: Haut-commissariat aux droits de l’Homme des Nations-Unies, *Le Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes examine le rapport de l’Angola*, 2013.

« La rapporteuse pour l'examen du rapport de l'Angola, Mme Nicole Ameline, également Présidente du Comité [...] a insisté sur la nécessité d’éliminer la violence contre les femmes en simplifiant leur accès à la justice, observant que la politique de l'Angola en la matière se heurte au **manque de formation des juges et des forces de l'ordre.** »

4.2.3. L’existence de pratiques corruptrices comme obstacle à l’efficacité de la justice angolaise

Source: Lusa, *Angolanos veem a polícia como instituição corrupta - estudo*, 2023, DW, [non-official translation from Portuguese], *Angolans see police as corrupt institution - study.*

“As principais conclusões do estudo realçam que, entre os cidadãos que procuraram assistência policial no ano anterior, 41% afirmam terem pago suborno ("gasosa") e que 37% dos que encontraram a polícia em outros locais tiveram que pagar suborno "para evitar problemas".

‘Quase metade (45%) dos angolanos dizem que "a maioria" ou "todos" os polícias são corruptos,a pior classificação entre as 12 instituições e grupos de dirigentes sobre os quais a pesquisa incidiu.

As perceções de corrupção generalizada na polícia aumentaram seis pontos percentuais em relação a 2019’, destaca o estudo.[...]

Sobre a violência de género, a pesquisa mostra que ‘a maioria (59%) dos cidadãos considera provável que a polícia leve a sério as denúncias’ desse tipo.”

“The main findings of the study highlight that, **among citizens who sought police assistance in the previous year, 41% say they paid a bribe ("gasosa") and that 37% of those who encountered the police in other locations had to pay a bribe "to avoid problems"**.

‘Almost half (45%) of Angolans say that "most" or "all" police officers are corrupt, the worst rating among the 12 institutions and groups of leaders covered in the survey.

Perceptions of widespread corruption in the police force **increased by six percentage points compared to 2019**’, the study highlights.[...]

Regarding **gender-based violence**, the research shows that **‘the majority (59%) of citizens consider it likely that the police will take reports of this type seriously’.**”

Source: US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices : Angola*, 2022.

“The constitution and law provide for an **independent and impartial judiciary**, and the government generally respected judicial independence and impartiality. The **judicial system was affected by institutional weaknesses**, including **political influence in the decision-making process.**”

Source: Rafael Marques de Morais, Maka Angola, *Justice Capture in Angola*, 2022.

“There is **no separation of powers**, so **the Judiciary is not independent**. Despite **mounting evidence of corruption**, the decision as to whether cases end up shelved, stalled or proceed to court hearings remains a political one. The **powerful and well-connected** continue to enjoy impunity. There is no palpable change, therefore, **no justice.**”

Source: *Angola*, Global Organized crime index, 2023.

“The government continues to try to improve the capacity of **law enforcement**, for instance by creating another investigative service, and the police continue to collaborate with their foreign counterparts as well as INTERPOL to combat organized crime. However, **their efficacy is impeded by corruption and a lack of resources and training**. There are also concerns about **police impunity**, especially in light of an increase in arbitrary arrests and extra-judicial killings by law enforcement officials, especially of political activists and protesters.”

Source: Freedom House, *Freedom in the World 2024, Angola*, 2024.

“According to an Afrobarometer survey released in April 2023, Angolans believe **official corruption is becoming more common** and fear retaliation for reporting misdeeds. A few high-profile associates of former president José Eduardo dos Santos have been convicted of corruption in recent years, including his son, José Filomeno dos Santos. Senior officials who are not directly connected to the dos Santos family have rarely been brought to trial”.

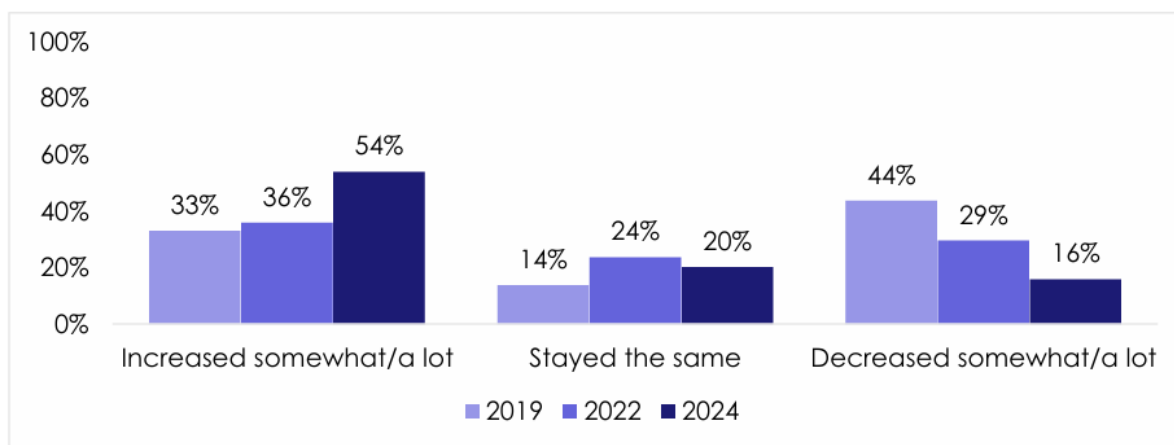
Source: Carlos Pacatolo, David Boio, Rossana Correia, *Angolans perceive rising corruption and say citizens risk retaliation if they report it*, Afrobarometer dispatch n°906, 22 november 2024.

“Between 2017, when President João Lourenço took office, and **2022, Angola’s ranking on Transparency International’s Corruption Perceptions Index** improved from 167th place to **116th**. This 51-place gain reflected the country’s investigations and court cases that suggested a

commitment to the fight against corruption, especially involving figures close to former President José Eduardo dos Santos.[...] But **corruption scandals involving senior police and judicial officials have continued to emerge.**”

“Findings from Afrobarometer’s 2024 survey show that a **growing number of Angolans think corruption is on the rise, particularly in public institutions** such as the Presidency, Parliament, the public administration, and the **national police**. A majority rate the government's performance in the fight against corruption as insufficient. **Many Angolans report having to pay bribes to obtain government services**, and most believe that **ordinary people run the risk of retaliation if they report acts of corruption.**[...]More than six in 10 Angolans (63%) believe that ordinary people risk retaliation or other negative consequences if they report corruption, a 9-point increase compared to 2019.”

Figure 1: Level of corruption | Angola | 2019-2024



Respondents were asked: In your opinion, over the past year, has the level of corruption in this country increased, decreased, or stayed the same?

“This **assessment** is particularly **widespread in cities** (74%), in the Northern and Eastern regions (73% and 71%), and in **Luanda** (76%).”

“Among those who sought selected public services during the previous year, **more than half** (55%) say they had to **pay a bribe to get assistance from the police**, **38% to avoid problems with the police**, 48% to obtain a government document, and 31% to obtain medical care.[...] More than **half of Angolans** (55%) have resorted to **bribery to get police assistance**. This practice was more common among respondents aged 36-45 years (76%), among those living in the North of the country (71%) and in Luanda province (68%), and among the least educated (65%) and the poorest respondents (60%) ”

“**Almost half (47%) of Angolans** think that “**most**” or “**all**” **police officers are involved in corruption.** [...] Among 12 key public institutions and groups of leaders the survey asked about, **the police are most widely seen as corrupt:** Almost half (47%) of Angolans say “most” or “all” police officials are involved in corruption, in addition to 33% who think that “some of them” are corrupt.”

Source: Carlos Pacatolo, David Boio, Victoria Roque, Angolans highlight police corruption and use of excessive force, Afrobarometer Dispatch no.641, 17 may 2023.

“Among Angolans who interacted with the police during the previous year, many report **having to pay a bribe to get help or to avoid problems.** Few express trust in the **police**, who are **more widely seen as corrupt** than other key state institutions.”

Source: Isaías Raposo, *Corrupção na Polícia em Angola: Análise* - [Traduction non officielle depuis le portugais] *Corruption dans la police en Angola : analyse*, Huambo Yetu,

“A corrupção na polícia prejudica todo mundo. Quando os cidadãos deixam de confiar nos policiais, eles hesitam em denunciar crimes ou buscar ajuda, porque temem ser explorados. Isso faz com que o crime aumente e a sensação de insegurança fique ainda maior. No Huambo, muitas pessoas se sentem desamparadas, pois acreditam que a polícia, em vez de proteger, acaba sendo parte do problema.

O pouco que muitos policiais ganham acaba incentivando práticas erradas para complementar a renda.

Apesar de ser um problema difícil, é possível mudar essa realidade com ações simples e práticas [...] Condições melhores de trabalho: Aumentar os salários e oferecer melhores condições para os policiais pode reduzir os motivos para a corrupção.”

« La **corruption dans la police nuit à tout le monde**. Lorsque les citoyens cessent de faire confiance aux policiers, **ils hésitent à signaler les crimes ou à demander de l'aide parce qu'ils craignent d'être exploités**. Cela entraîne une augmentation de la criminalité et un **sentiment d'insécurité** encore plus grand. À Huambo, beaucoup de gens se sentent démunis, car ils pensent que la **police**, au lieu de protéger, **finit par faire partie du problème**.

Le **peu** que **gagnent** de nombreux **policiers** finit par **encourager les mauvaises pratiques** pour **compléter leurs revenus**.

Bien qu'il s'agisse d'un problème difficile, il est possible de changer cette réalité avec des actions simples et pratiques : [...] De meilleures conditions de travail : **L'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail des policiers** peuvent **réduire les motifs de corruption** ».

Source: Angola risk report, Gan Integrity, 5 november 2020.

“Corruption remains **widespread** within the **Angolan police** and **corruption risks are high**. Police officers frequently **supplement their income** through the **extortion** and **solicitation** of bribes from the public.”

Source: Chignon Mukuta, *A luta continua contra a corrupção em Angola* [Traduction non officielle depuis le portugais] *La lutte contre la corruption se poursuit en Angola*, VOA, 26 décembre 2024.

“Além das denúncias de corrupção em áreas como educação, saúde, segurança pública e contratação de agentes da polícia, funcionários dos serviços penitenciários, dos serviços de emigração estrangeiros, emissão de passaportes, cartões de residências, Domingos aponta que também existem altos responsáveis governamentais que, ao contratarem empresas para prestação de serviços ao Estado, beneficiam de grandes somas, com destinos as nações mais ricas.”

« En plus des allégations de **corruption** dans des domaines tels que l'éducation, la santé, **la sécurité publique** et **l'embauche de policiers**, de responsables pénitentiaires, de services d'émigration étrangers, de délivrance de passeports, de cartes de séjour, Domingos souligne qu'il y a aussi de hauts fonctionnaires du gouvernement qui, en engageant des entreprises pour fournir des services à l'État, bénéficient de sommes importantes, destinées aux nations plus riches ».

Source: Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA), *Mlle K.*, décision N°12015618, 2012.

« Considérant qu'il résulte des pièces du dossier, [...] que cette dernière a **subi de très graves**

violences dans son pays d'origine ; qu'il ressort de ses déclarations, précises et concrètes, [...] que le fait même que **le chef Zabuloni ait été placé à la tête de la police nationale congolaise** de Masisi-Centre depuis le mois d'août 2011 **renforce les craintes de Mlle K. en cas de retour en RDC** ; que la requérante a en effet été témoin de ses agissements illégaux et apparaît dès lors **détentrices de secrets d'une haute personnalité politique désormais en position d'autorité** ; [...] **encourt un risque réel, aggravé par sa condition de femme isolée**, d'être soumise à de nouvelles persécutions lesquelles s'analysent comme étant **le fait d'autorités politiques agissant pour des motifs et dans un but eux-mêmes politiques** ; [...] d'être **persécutée en cas de retour** dans son pays pour des motifs politiques liés à sa longue séquestration par l'ancien chef de la milice Mai Mai, parvenu **aujourd'hui à des fonctions d'autorité en RDC** ; que, dès lors, elle est **fondée à se prévaloir de la qualité de réfugiée** ; »

Source: Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations-Unies, *le Comité des droits de l'homme examine le rapport de l'Angola*, 8 mars 2019.

« Le Ministre angolais de la justice a également fait valoir que le cadre légal de la promotion et de la protection des droits de l'homme avait connu une évolution importante avec l'adoption du Code pénal au début de cette année. Aujourd'hui, la **lutte contre la corruption, l'impunité, le népotisme** et le crime organisé constitue la **principale priorité du Gouvernement du Président Lourenço**. »

Source: Jon Schubert, *Les « glorieuses familiales » : lien de parenté situationnels, stratégie agentielle et critique du pouvoir en Angola*, Cahier d'Études africaines 234, p.515-542, 2019.

« Les citoyens subvertissent donc l'autorité de la hiérarchie pour échapper aux contrôles de police et **utilisent leurs relations personnelles** (parfois prétendues) **avec ces liens de famille pour trouver des raccourcis au travers du labyrinthe de la bureaucratie angolaise**. »

5. Quel est le rôle du fils majeur lors du décès du père ? Crainte en cas de retour en tant que responsable de famille ?

Le **droit successoral** applicable en Angola (5.1) donne une **place importante au fils majeur**, orphelin du père, renforçant la **coutume des communautés Bakongo quant à l'importance de cet enfant qui est considéré comme le nouveau chef de famille** (5.2). Malgré ce statut, l'enfant orphelin **peut notamment être exposé aux accusations de sorcellerie**, ce qui entraîne des stigmatisations, des violences, voire un abandon ou la mort de l'enfant (5.3).

5.1. Le droit successoral applicable en Angola

Le droit successoral en Angola est principalement régi par le Code Civil, qui encadre les règles de transmission du patrimoine après le décès. Il prévoit une **hiérarchie successorale** qui accorde la **priorité aux descendants mâles**, reflétant une logique patrilinéaire. Cette règle légale renforce les **pratiques coutumières où les filles et les veuves sont souvent exclues de l'héritage**.

Source: Código Civil, *Decreto-Lei n.º 47 344* [traduction non-officielle depuis le portugais], consulté en mai 2025.

“Artigo 2024 : Noção

Diz-se sucessão o chamamento de uma ou mais pessoas à titularidade das relações jurídicas patrimoniais de uma pessoa falecida e a consequente devolução dos bens que a esta pertenciam.”

“Artigo 2030 : Espécie de sucessores

1. Os sucessores são herdeiros ou legatários.
2. Diz-se herdeiro o que sucede na totalidade ou numa quota do património do falecido e legatário o que sucede em bens ou valores determinados.
3. É havido como herdeiro o que sucede no remanescente dos bens do falecido, não havendo especificação destes.
4. O usufrutuário, ainda que o seu direito incida sobre a totalidade do património, é havido como legatário.
5. A qualificação dada pelo testador aos seus sucessores não lhes confere o título de herdeiro ou legatário em contravenção do disposto nos números anteriores.”

“Artigo 2032 : Chamamento de herdeiros e legatários

1. Aberta a sucessão, serão chamados à titularidade das relações jurídicas do falecido aqueles que gozam de prioridade na hierarquia dos sucessíveis, desde que tenham a necessária capacidade.
2. Se os primeiros sucessíveis não quiserem ou não puderem aceitar, serão chamados os subsequentes, e assim sucessivamente; a devolução a favor dos últimos retrotraem-se ao momento da abertura da sucessão.”

“Artigo 2034 : Incapacidade por indignidade

Carecem de capacidade sucessória, por motivo de indignidade:

a) o condenado como autor ou cúmplice de homicídio doloso, ainda que não consumado, contra o autor da sucessão ou contra o seu cônjuge, descendente, ascendente, adoptante ou adoptado;

b) o condenado por denúncia caluniosa ou falso testemunho contra as mesmas pessoas, relativamente a crime a que corresponda pena de prisão superior a dois anos, qualquer que seja a sua natureza;

c) o que por meio de dolo ou coacção induziu o autor da sucessão a fazer, revogar ou modificar o testamento, ou disso o impediu;

d) o que dolosamente subtraiu, ocultou, inutilizou, falsificou ou suprimiu o testamento, antes ou depois da morte do autor da sucessão, ou se aproveitou de algum desses factos.”

« Article 2024

On appelle **succession**, l’appel d’une ou de plusieurs personnes à **devenir titulaires des relations juridiques patrimoniales d’une personne décédée**, ainsi que la transmission des biens qui lui appartenaient. »

« Article 2030- Types de successeurs

1. Les successeurs sont des **héritiers ou des légataires**.
2. Est dit **héritier** celui qui **succède à l’ensemble ou à une quote-part du patrimoine du défunt**, et **légataire**, celui qui **succède à des biens ou valeurs déterminées**.
3. Est considéré comme héritier, celui qui succède au reliquat des biens du défunt, lorsqu’il n’y a pas de spécification de ces biens.
4. L’usufruitier, même si son droit porte sur la totalité du patrimoine, est considéré comme légataire.
5. La qualification donnée par le testateur à ses successeurs ne leur confère pas le titre d’héritier ou de légataire si elle est contraire aux dispositions des numéros précédents. »

« Article 2032 – Appel des héritiers et des légataires

1. Une fois la succession ouverte, sont **appelés à devenir titulaires des relations juridiques du défunt ceux qui ont priorité dans la hiérarchie des successeurs**, à condition qu’ils aient la capacité requise.
2. Si les premiers successeurs ne veulent pas ou ne peuvent pas accepter, les suivants sont appelés, et ainsi de suite ; la transmission en faveur des derniers rétroagit au moment de l’ouverture de la succession. »

« Article 2034 – Incapacité pour cause d’indignité

Sont privés de la capacité successorale pour cause d’indignité :

a) Celui qui a été condamné comme **auteur ou complice d’un homicide intentionnel, même non consommé contre le défunt** ou contre son conjoint, un descendant, un ascendant, un

adoptant ou un adopté ;

b) Celui qui a été condamné pour dénonciation calomnieuse ou faux témoignage contre les mêmes personnes, en relation avec un crime passible d'une peine de prison supérieure à deux ans, quelle qu'en soit la nature ;

c) Celui qui, par dol ou par contrainte, a amené le défunt à rédiger, révoquer ou modifier son testament, ou l'en a empêché ;

d) Celui qui, de manière dolosive, a soustrait, dissimulé, détruit, falsifié ou supprimé le testament, avant ou après la mort du défunt, ou a tiré profit de l'un de ces actes. »

Source: World Culture Encyclopedia, *Culture of Angola*, consulté en mai 2025.

“Inheritance. **In most Angolan societies, inheritance is patrilineal**, with children inheriting from the father. In quite a few communities among the Umbundu, Ngangela, and Ambo, property traditionally was passed to the children of the deceased's wife's brother. **This matrilineal system has decreased in importance under the influence of colonialism and the war.**

Kin Groups. Kinship terminology in many communities is difficult to translate. The children of uncles and aunts may be addressed with the same term used for brothers and sisters. However, there is a sharp distinction between senior and junior "brothers" and "sisters" and uncles and aunts may be differentiated in the maternal and paternal lines. In some cultures a village consists of matrilineal kin and their dependents. As many communities have been torn apart by the war, these structures have often disappeared.”

5.2. L'impact de la coutume sur le droit successoral

La coutume joue un **rôle essentiel dans le droit successoral** en structurant les responsabilités au sein de la famille. Elle confère **au fils majeur un statut de responsable familial** (5.2.1) et lui impose des obligations légales en ce sens (5.2.2). Cependant, cette responsabilité peut **représenter un risque pour l'enfant majeur** qui peut être accusé de sorcellerie lors du décès du père. En effet, l'enfant peut être victime de mauvais traitement voire de torture (5.2.3).

5.2.1. Entre droit et coutume: la reconnaissance du fils majeur comme successeur du père

Source: Helena Mota, *O Código da Família angolano e o Livro IV do Código Civil português de 1966. Adaptação e inovação*, 2016 [traduction non-officielle depuis le portugais], *Le Code de la famille angolais et le Livre IV du Code civil portugais de 1966. Adaptation et innovation*.

“O papel do costume como fonte de direito e de regulação das relações sociais nas sociedades africanas é de uma pertinência indiscutível, e Angola não é exceção.

A par de outras características, como a predominância da conciliação (em detrimento do litígio judicial) na resolução de conflitos, e a busca por uma solução harmoniosa que beneficie toda a comunidade, em vez do reconhecimento e/ou da implementação da justiça devida a uma das partes, é o costume — entendido como um conjunto de tradições e práticas ancestrais adotadas por uma comunidade e que devem ser respeitadas por todos para garantir a paz social, a coesão do grupo, bem como a unidade e o fortalecimento face às adversidades e aos adversários — que melhor caracteriza os sistemas jurídicos africanos.

O respeito pela prática costumeira funciona como uma regra geral e abstrata, constituindo assim uma fonte de direito, não podendo ser dissociado do sagrado, assumindo simultaneamente o caráter de norma laica e religiosa.

A importância do costume na sociedade africana em geral, e em Angola em particular, também não pode ser compreendida sem uma análise da estrutura social e das dinâmicas hierárquicas que a sustentam.

As sociedades tradicionais africanas são comunitárias, não valorizam o individualismo e dependem da autoridade do chefe.

Nas comunidades rurais, as estruturas familiares privilegiam geralmente as redes de parentesco alargadas e a vida em comunidade. Podem agrupar várias gerações vivendo sob o mesmo teto, valorizando as responsabilidades coletivas e o compartilhamento de recursos.

Os papéis tradicionais são frequentemente mais marcados, com os mais velhos detendo uma autoridade significativa, sendo a educação das crianças uma responsabilidade coletiva. Este modelo contrasta fortemente com o modelo familiar urbano, onde o individualismo e as escolhas pessoais ditam frequentemente a dinâmica familiar.”

« Le rôle de la coutume comme source de droit et de régulation des relations sociales dans les sociétés africaines est d’une pertinence indiscutable, et l’Angola ne fait pas exception.

Aux côtés d’autres caractéristiques, telles que la prédominance de la conciliation (plutôt que du litige judiciaire) dans la résolution des conflits, et la recherche d’une solution harmonieuse qui serve l’ensemble de la communauté, au lieu de la reconnaissance et/ou de la mise en oeuvre de la justice due à l’une des parties, **c’est la coutume entendue comme un ensemble de traditions et de pratiques ancestrales adoptées par une communauté qui doivent être respectés par tous pour garantir la paix sociale**, la cohésion du groupe ainsi que l’unité et le renforcement face aux adversités et aux adversaires qui caractérise le mieux les systèmes juridiques africains.

Le respect de la **pratique coutumière** fait office de règle générale et abstraite, constituant ainsi une **source de droit**, tout en ne pouvant être dissocié du sacré, assumant simultanément le caractère de norme laïque et religieuse.

L’importance de la coutume dans la société africaine en général, et **en Angola en particulier**, ne peut pas non plus être comprise sans une analyse de la structure sociale et des dynamiques hiérarchiques qui la soutiennent. **Les sociétés traditionnelles africaines sont communautaires, ne valorisent pas l’individualisme et dépendent de l’autorité du chef.**

Dans les communautés rurales, les structures familiales privilégient généralement les réseaux de parenté étendus et la vie en communauté. Elles peuvent regrouper plusieurs générations vivant sous un même toit, privilégiant les responsabilités collectives et le partage des ressources. Les rôles traditionnels sont souvent plus marqués, **les aînés détenant une autorité significative** et l’éducation des enfants étant une responsabilité collective. Ce modèle contraste fortement avec le modèle familial urbain, où l’individualisme et les choix personnels dictent souvent la dynamique familiale. »

Source: Albano Pedro, *Entrevista ao semanário angolense: questões jurídicas sobre a herança - Albana Pedro*, JUKULOMESSO, 2014 [non-official translation from portuguese] Interview with Angolan weekly: legal issues regarding inheritance - Albana Pedro.

“Ou seja, os problemas de herança surgem quando a opção dos sucessíveis privilegia a partilha

tradicional em detrimento da aplicação de leis relativas a sucessão. A segunda razão, precede da própria lógica sucessória que a lei estabelece. A mulher não é privilegiada entre os herdeiros prioritários. Não herda, se houver filhos, pais ou irmãos do marido falecido (de cujus). A lei estabelece uma ordem que começa com os filhos (descendentes). São os primeiros a serem chamados e os únicos se existirem, porque o nosso sistema sucessório é unigradual ou seja só elege um único grupo de sucessíveis afastando todos os outros que figuram a seguir na ordem geral dos herdeiros. Não existindo, descendentes é que surgem os pais (ascendentes). Se não houver pais, então vem um terceiro grupo: os irmãos e seus descendentes.”

“In other words, **inheritance problems** arise when the **heirs' choice favors traditional division** to the detriment of the application of laws relating to succession. The second reason precedes the very logic of succession established by law. **Women are not privileged among the priority heirs.** They do not inherit if there are children, parents or siblings of the deceased husband (de cujus). **The law establishes an order that begins with the children** (descendants). They are the **first to be called and the only ones**, if they exist, because our succession system is unigrade, that is, it only elects a single group of heirs, excluding all others that appear later in the general order of heirs. If there are no descendants, the parents (ancestors) appear as descendants. If there are no parents, then a third group comes into play: siblings and their descendants.”

Source: Thom Biapka, *Le droit d'aînesse, un puissant pouvoir en Afrique*, 15 février 2024.

« Dans les communautés africaines, **l'aîné dans une famille est digne d'un certain respect que lui confère la société.** En effet, selon la logique des sociétés africaines, **l'aîné se présente comme le remplaçant direct des parents en leur absence.** Par conséquent, il jouit de manière naturelle et légitime de certains droits qui normalement ne reviennent qu'aux parents. »

Source: Africa 101 Last Tribes, *Bakongo*, consulté en mai 2025.

“Increasingly, especially in urban areas, **children inherit from their fathers.**

Inheritance **was formerly strictly matrilineal**, but children sometimes inherit today. All rights in land, moveables, and wives pass to a single matrilineal heir. Two sources indicate that the latter is the eldest sister's son; two other sources, that **he is by preference a younger brother.**”

Source: Código Civil, *Decreto-Lei n.º 47 344* [traduction non-officielle depuis le portugais], Code civil, *décret-loi n° 47 344*, consulté en mai 2025.

“**Artigo 2080.** A quem incumbe o cargo

1. O cargo de cabeça-de-casal defere-se pela ordem seguinte:
 - a) ao cônjuge sobrevivente, se for herdeiro ou tiver meação em bens do casal;
 - b) ao testamenteiro, salvo declaração do testador em contrário;
 - c) aos herdeiros legais;
 - d) aos herdeiros testamentários.
2. De entre os herdeiros legais, preferem-se os mais próximos em grau.
3. De entre os herdeiros legais do mesmo parentesco e grau, ou de entre os herdeiros testamentários, preferem-se os que viviam com o falecido há pelo menos um ano à data da morte.

4. Emigualdade de circunstâncias, preferemos herdeiros do sexo masculino e, de entre os do mesmo sexo, o mais velho.”

« Article 2080. À qui est attribuée la charge

1. La **fonction de chef de famille** est exercée dans l'ordre suivant :
 - a) au conjoint survivant, s'il est héritier ou s'il a une part dans les biens du couple ;
 - b) à l'exécuteur testamentaire, à moins que le testateur ne déclare le contraire ;
 - c) **aux héritiers légaux** ;
 - d) aux héritiers testamentaires.
2. Parmi les héritiers légaux, nous **privilégions ceux qui sont les plus proches en degré**.
3. Parmi les **héritiers légaux de même parenté et de même degré**, ou parmi les héritiers testamentaires, nous **préférons qu'ils aient vécu avec la personne décédée depuis au moins un an à la date du décès**.
4. **À circonstances égales, nous préférons les héritiers mâles et, parmi ceux du même sexe, l'aîné.** »

5.2.2. Les obligations légales

Source: Código Civil, *Decreto-Lei n.º 47 344*, [traduction non-officielle depuis le portugais] Code civil, *décret-loi n.º 47 344*.

“**Artigo 103.** Entrega dos bens aos herdeiros

[...]

2. Enquanto não forem entregues os bens, a administração deles pertence ao cabeça-de-casal, designado nos termos do artigo 2080.º e seguintes.”

“**Artigo 2084.** Designação por acordo

As regras dos artigos precedentes não são imperativas; por acordo de todos os interessados, e do Ministério Público, se houver lugar a inventário obrigatório, podem entregar-se a administração da herança e o exercício das demais funções de cabeça-de-casal a qualquer outra pessoa.”

“**Artigo 2095.** Intransmissibilidade

O cargo de cabeça-de-casal não é transmissível em vida nem por morte.”

“**Artigo 2326.** Disposição supletiva

Se o testador não especificar as atribuições do testamenteiro, competirá a este:

- a) cuidar do funeral do testador e pagar as despesas e sufrágios respectivos, conforme o que for estabelecido no testamento ou, se nada se estabelecer, consoante os usos da terra;
- b) vigiar a execução das disposições testamentárias e sustentar, se for necessário, a sua validade em juízo;
- c) exercer as funções de cabeça-de-casal, nos termos da alínea b) do n.º 1 do artigo 2080.”

« Article 103. Remise des biens aux héritiers

[...]

2. Jusqu'à la remise des biens, **leur administration appartient au chef de famille**, désigné aux termes de la convention **article 2080 et suivants**.

Article 2084. Désignation par convention

Les règles des articles précédents ne sont pas obligatoires ; **avec l'accord de toutes les parties intéressées et du ministère public, s'il y a lieu à un inventaire obligatoire, l'administration de la succession et l'exercice des autres fonctions de chef de famille peuvent être confiés à tout une autre personne.**

Article 2085. Excuse

1. **Le chef de famille peut à tout moment se retirer de sa fonction :**

- a) s'ils ont plus de 70 ans ;
- b) s'il est incapable, pour cause de maladie, d'exercer correctement ses fonctions ;
- c) si vous résidez hors du ressort du tribunal compétent pour l'inventaire ;
- d) si l'exercice des fonctions de chef de famille est incompatible avec l'exercice d'une fonction publique.

2. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à la liberté d'accepter le testament et d'exercer par conséquent les fonctions de chef de famille.

Article 2095. Intransférabilité

La qualité de chef de famille n'est pas transférable de son vivant ou en cas de décès.

Article 2326. Disposition complémentaire

Si le testateur ne précise pas les devoirs de l'exécuteur testamentaire, il appartiendra à ce dernier de :

- a) **prendre soin des funérailles du testateur et payer les frais et suffrages respectifs**, tels qu'établis dans le testament ou, à défaut, conformément à l'usage du sol ;
- b) **surveiller l'exécution des dispositions testamentaires** et, si nécessaire, soutenir leur validité devant les tribunaux ;
- c) **exercer les fonctions de chef de famille**, dans les conditions prévues à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 2080. »

Source: FATIMA & CLOTILDE, Law Firm RL, *What does the Angolan Civil Code say about succession and wills?*, 2023.

“The Angolan Civil Code , approved by Decree-Law No. 47 344 of 25 November 1966, deals with issues related to succession and wills in Angola 1 . Here are some relevant points:

1. **Legitimate Succession :**

- Under Article 2134 , **the heirs of each class of heirs have preference over those of the immediate classes**. Furthermore, within each class, **relatives of the closest degree have preference 2 .**
- The Civil Code also establishes rules for legitimate succession, considering **the order of kinship** and other factors.

2. Testamentary Succession :

- Testamentary succession allows a person to dispose of his or her assets by means of a will. The will must be made in accordance with legal formalities and may name specific heirs, legatees or establish universal heirs 3.

3. Legitimacy to Succeed :

- People born or already conceived at the time of the opening of the succession have legitimacy to succeed 4.”

Source: FATIMA & CLOTILDE, Law Firm RL, *What does the Land Law say about inheritance and succession of rural property?*, 2023.

“The Land Law in Angola establishes important rules for the inheritance and succession of rural properties. Here are the main points:

1. Indivisibility of Rural Property :

- Article 65 of the Land Statute (Federal Law No. 4,504/64) is clear in stating that a rural property cannot be divided into areas smaller than the rural property module 1 .
- Therefore, when heirs acquire ownership of rural properties through succession, **they cannot divide them into areas smaller than the rural module.**

2. Deadline for Decision :

- The heirs have two years to decide on the division of rural land. If there is no agreement, an inheritance manager may be appointed, allowing the sale of the land with a majority agreement, without unanimity 2 .”

Source: Albano Pedro, *Entrevista ao semanário angolense: questões jurídicas sobre a herança - Albano Pedro*, JUKULOMESSO, 2014 [non-official translation from portuguese] *Interview with Angolan weekly: legal issues regarding inheritance - Albano Pedro.*

“SEMANÁRIO ANGOLENSE: Como surge a figura de cabeça de casal? E quais são as suas competências? ALBANO PEDRO: O cabeça de casal é o administrador da herança. Como sabe, a herança é uma massa de bens que tem personalidade jurídica. Responde ela mesma pelas suas dívidas e impõe-se como a base de partilha de bens para os herdeiros. Seria uma autêntica confusão se a lei deixasse a divisão ao critério egoísta dos herdeiros. Os menos expeditos sairiam certamente prejudicados. Então, a lei fala em cabeça de casal que pode ser escolhido entre os próprios herdeiros contando que observe os requisitos que a lei impõe para ser indicado no cargo. E caso que nenhuma das pessoas legalmente indicados estiver em condições legais para ser o cabeça de casal, o juiz indica oficiosamente aquele que melhor preenche as condições mesmo fora dos herdeiros.”

“SEMANÁRIO ANGOLENSE: How does the figure of the head of the household come about? And what are their powers? ALBANO PEDRO: **The head of the household is the administrator of the inheritance.** As you know, the inheritance is a mass of assets that has legal personality. It is responsible for its debts and imposes itself as the basis for the division of assets among the heirs. It would be a real mess if the law left the division to the selfish discretion of the heirs. The less expeditious ones would certainly be disadvantaged. So, **the law refers to the head of the household who can be chosen from among the heirs themselves, as long as he meets the requirements imposed by law to be appointed to the position. And if none of the legally appointed persons are in a legal position to be the head of the household, the judge will officially appoint the one** who best meets the requirements, even if he is not one of the heirs.”

5.3 Les risques en cas de retour pour l'enfant orphelin accusé de sorcellerie après le décès du père

Les enfants orphelins accusés de sorcellerie en Angola sont particulièrement vulnérables : ils subissent **abandon, violences et parfois la mort**. Ces accusations, **enracinées dans des croyances culturelles**, visent souvent des enfants différents ou déjà marginalisés. Ces accusations peuvent aussi être le fruit de **tensions familiales**. Le phénomène touche **surtout l'ethnie bakongo** et reste présent malgré les alertes des ONG et des institutions.

Source: La Croix, *Les accusations contre les enfants sorciers se multiplient en Afrique*, 2010.

« Selon un rapport de l'UNICEF, les **orphelins sont très vulnérables aux accusations de sorcellerie**. Un **grand malheur tel que la mort** ou des malheurs répétés peuvent **déclencher les soupçons et les accusations** qui entraînent des **violences presque systématiques**, allant du **rejet de l'enfant jusqu'à l'infanticide**. »

Source: Pauline André, *Afrique: le business des enfants sorciers*, Libération, 2010.

« En **Angola**, au Cameroun, au Congo ou au Nigeria, les **“enfants-sorciers” sont le plus souvent orphelins**, handicapés ou albinos. Des enfants au comportement insolite (têtu, agressif, pensif, solitaire...) sont également **la cible des familles des villes africaines**. »

Source: Semenário Angolense, *Angola. Les enfants sorciers passent les frontières*, Courrier International, 2007.

« Ma-kiesse a survécu à un **phénomène perturbant qui a surgi en Angola** ces dernières années : **des accusations de sorcellerie lancées contre des enfants, accompagnées de mauvais traitements, d'abandons et, dans certains cas, de la mort**.

La croyance en la sorcellerie est un élément central de l'univers cultu-rel des peuples d'origine bantoue. Elle est **présente** dans tout l'Angola et est surtout **vivace dans le Nord**, au sein du **groupe ethnique bakongo**. On a enregistré dans le passé des cas isolés d'accusations de sorcellerie portées contre des jeunes.

La nouveauté, c'est que le nombre d'enfants abandonnés et maltraités à la suite d'accusations de sorcellerie augmente rapidement, affirme une étude récente de l'Institut national angolais de l'enfant (INAC) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Les enfants accusés de sorcellerie sont des enfants difficiles et re-belles. **Beaucoup souffrent d'épilepsie, de handicaps physiques ou de somnambulisme, et la plupart ont de terribles cauchemars**. Selon les spécialistes, les enfants qu'on accuse de sorcellerie étaient déjà vulnérables, exclus de la famille et de la communauté, invisibles pour la société et pour l'Etat. Les accusés sont **pour la plupart des garçons**. Les filles sont peu nombreuses, probablement du fait de leur rôle au sein de la famille et comme futures mères dans cette société matrilineaire. Certains des garçons accusés ont à peine 3 ans et sont en général orphelins. Il est en effet **rare qu'un enfant dont les deux parents sont vivants et unis soit ac-cusé de sorcellerie**.

Même à Luanda, des enfants sont persécutés.

Selon João Neves, responsable de Save the Children Norvège à Luanda, le **phénomène tend aujourd'hui à diminuer** dans la province du Zaire. Pour autant, la **pratique perdure dans les autres provinces ainsi que dans la capitale**, où les pasteurs se sont installés. »

Source: International Bureau for Children's Rights, *Relatório sobre o sistema de justiça para crianças em Angola, Relatório final*, Ministério da Justiça e dos Direitos Humanos, 2018 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Rapport sur le système judiciaire pour enfants en Angola, Rapport final*, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

“3.2.4 Crianças acusadas de feitiçaria e crianças abandonadas

‘A presença destrutiva de práticas tradicionais e acusações de feitiçaria e bruxaria contra crianças faz com que as famílias se recusem a tratar delas.’ Na verdade, as acusações de feitiçaria têm causado muitas situações de abandono e de violência contra crianças. Estas acusações são sustentadas pelo facto de as crianças serem bodes expiatórios fáceis para os problemas familiares. Poucos dos intervenientes questionados explicam esta prática com o facto de as famílias serem incapazes de tratar dos seus filhos e utilizarem esta acusação para se afastarem do encargo de cuidar das crianças.

Crianças com alguma deficiência física ou mental ou que revelem algum tipo de comportamento invulgar são particularmente vulneráveis a serem vítimas destas acusações. Uma consequência importante deste fenómeno é que as crianças são estigmatizadas, discriminadas, abandonadas, magoadas ou mesmo mortas. São sujeitas a tortura e violência psicológica, sexual e física, tanto por parte de familiares como de membros da comunidade ou de pastores da igreja ou curandeiros que tentam ‘curá-las’. Com mais frequência, as crianças acusadas são abandonadas ou expulsas pelos seus pais, ficando sem lar.”

« 3.2.4 Enfants accusés de sorcellerie et enfants abandonnés

“La présence destructrice des pratiques traditionnelles et les accusations de sorcellerie contre les enfants poussent les familles à refuser de s’occuper d’eux.” En effet, les accusations de sorcellerie ont provoqué de nombreuses **situations d’abandon et de violence envers les enfants**. Ces accusations sont étayées par le fait que les **enfants sont des boucs émissaires faciles en cas de problèmes familiaux**. [...]

Une conséquence importante de ce phénomène est que les **enfants sont stigmatisés, discriminés, abandonnés, blessés ou même tués**. Ils sont **soumis à la torture et à la violence psychologique, sexuelle et physique**, tant de la part des membres de leur famille et de leur communauté que de la part des pasteurs ou des guérisseurs de l’église qui tentent de les “guérir”. »

Source: Paulo Cunha, *Instituto angolano recebeu 100 denúncias de crianças acusadas de feitiçaria em 2024*, Observador, 14 mai 2025 [non-official translation from portuguese] *Angolan institute received 100 complaints of children accused of witchcraft in 2024*.

“Uma criança foi torturada e mutilada, durante meses, em Luanda, por um pastor de uma igreja, por crença em feitiçaria, fenómeno que deu lugar em 2024 a mais de 100 denúncias, disse esta quarta-feira à Lusa fonte oficial.

Segundo o responsável pelo Departamento de Prevenção de Violência e Proteção dos Direitos da Criança do Instituto Nacional da Criança (Inac), Bruno Pedro, no que diz respeito aos casos de crença em feitiçaria ou de violência contra as crianças, os números tendem a crescer em resultado do trabalho das autoridades para sensibilizar as pessoas sobre a necessidade de denúncia.

O responsável salientou que o INAC tem feito pesquisas sobre crenças e práticas culturais que fomentam a violência contra crianças, concluindo que a falta de conhecimento sobre determinadas situações, como o autismo, leva as pessoas a cometerem esses atos.

‘Muitas vezes as pessoas, quer por serem desinformadas, quer por não terem habilidade para lidar com essas situações, muito mais facilmente abandonam as crianças, acusam-nas de feitiçaria, porque desenvolveram alguma patologia ou têm um comportamento menos normal’, contou.

‘Como consequência, as crianças são submetidas a certos rituais para serem libertas dos ditos espíritos maus, muitas vezes são abandonadas, são vítimas de violência, nos casos em que tudo isso não redunde em morte da criança’, frisou Bruno Pedro, admitindo que ainda há pessoas que não denunciam esses casos.”

“A child was tortured and mutilated for months in Luanda by a church pastor for believing in witchcraft, a phenomenon that led to more than 100 complaints in 2024, an official source told Lusa this Wednesday.

According to the person responsible for the Department of Violence Prevention and Protection of Children's Rights at the National Children's Institute (Inac), Bruno Pedro, with regard to cases of belief in witchcraft or violence against children, **the numbers tend to increase as a result of the authorities' work to raise awareness about the need to report crimes.**

The official highlighted that INAC has been conducting research on cultural beliefs and practices that encourage violence against children, concluding that the **lack of knowledge about certain situations, such as autism, leads people to commit these acts.**

‘People often, **either because they are uninformed or because they do not have the skills to deal with these situations, abandon children much more easily, accuse them of witchcraft,** because they have developed some pathology or have less than normal behavior,’ he said.

As a consequence, **children are subjected to certain rituals** to be freed from the so-called evil spirits, they are often **abandoned**, they are **victims of violence**, in cases where all this does not result **in the death of the child**”, highlighted Bruno Pedro, admitting that there are still people who do not report these cases.”

Source: Luena Nunes Pereira, *Crianças Feiticeiras : reconfigurando família, igrejas e estado no pós-guerra angolano*, 2008 [non-official translation from portuguese] *Witch children: reconfiguring family, churches and state in post-war Angola*.

“O lugar dos Bakongo em Angola e a acusação de feitiçaria contra crianças

Os fatores macro-estruturais (transição para economia de mercado e seu impacto na esfera do parentesco, guerras e deslocamentos) parecem indispensáveis, mas insuficientes para a compreensão da emergência da ansiedade que deflagra as acusações de feitiçaria. Enquanto estes impõem mudanças abruptas, que atingem indistintamente todas as populações angolanas, não provocam em todo o espaço angolano o mesmo fenômeno de acusação a crianças na escala que verificamos no caso dos Bakongo.

Comparando o fenômeno no Congo e em Angola observamos a mesma configuração de crise social, emergência pentecostal e rearticulação de parentesco. Entretanto, no Congo o fenômeno tem um caráter trans-étnico, não sendo específico dos Bakongo, como é o caso de Angola. Isto nos impele a buscar outros fatores. Gostaria de apontar outra possibilidade concernente ao lugar fronteiriço e ambíguo ocupado pelos Bakongo na nação angolana como um elemento importante para a compreensão da especificidade étnica da feitiçaria em Angola.”

“The place of the Bakongo in Angola and the accusation of witchcraft against children

Macro-structural factors (transition to a market economy and its impact on the sphere of kinship, wars and displacements) seem indispensable, but insufficient to understand the emergence of anxiety that triggers accusations of witchcraft. While these impose abrupt changes that affect all Angolan populations without distinction, they do **not provoke the same phenomenon of accusations against children on the scale that we see in the case of the Bakongo throughout Angola.**

Comparing the phenomenon in Congo and Angola, we observe the same configuration of social crisis, Pentecostal emergence and re-articulation of kinship. However, in Congo the phenomenon has a trans-ethnic character and is not **specific to the Bakongo, as is the case in Angola.** This leads us to look for other factors. I would like to point out another possibility concerning the ambiguous and **borderline position occupied by the Bakongo in the Angolan nation as an important element for understanding the ethnic specificity of witchcraft in Angola.**”

Source: LAURINDA MIGUEL SISSIMO, *Análise da Narrativa de Dois Adolescentes Angolanos Acusados de Feitiçaria*, Instituto Universitário ciências psicológicas, sociais e da vida ISPA, 2018 [traduction non-officielle depuis le portugais], *Analyse du récit de deux adolescents angolais accusés de sorcellerie*, 2018.

“Segundo Ballet (2014) nalgumas regiões de África, regra geral, boa parte das crianças acusadas de feitiçaria não receberam tal sentença dos próprios progenitores biológicos; em geral são enteados, sobrinhos ou crianças tuteladas por uma outra família. A lógica parece ser a que explica o mal, procurando-se a causa num elemento estranho.[...]

Segundo de Boeck (2000), o fenómeno da acusação de prática de feitiçaria às crianças está disseminado em quase todos os grupos étnicos que compõem o grande mosaico cultural que é a República Democrática do Congo, ao passo que, em Angola, é uma realidade integralmente circunscrita à etnia bakongo (Pereira, 2011 & Pérez, 2006), integrante histórico e natural do Reino do Congo.

Tais acusações contra crianças dentro de suas próprias famílias tornaram-se um facto comum, transcendendo todas as divisões e diferenças de classificação, classe ou etnia que caracterizam o contexto urbano. Na maioria das vezes, todas essas suspeitas escondidas e acusações abertas resultam num conflito violento dentro da família. Muitas vezes, a criança em questão é espancada severamente e em alguns casos extremos é morta por familiares ou vizinhos. A maior parte destas crianças são simplesmente rejeitadas e negadas, abandonadas e, ao mesmo tempo, temidas pela maioria das pessoas (De Boek, 2000).”

« Selon Ballet (2014), dans certaines régions d'Afrique, en règle générale, de **nombreux enfants accusés de sorcellerie n'ont pas été condamnés par leurs propres parents biologiques** ; il s'agit **généralement de beaux-enfants**, de **neveux** ou d'enfants pris en charge **par une autre famille**. La logique semble être que le mal s'explique en cherchant la cause dans un élément extérieur.[...]

Selon de Boeck (2000), le **phénomène consistant à accuser les enfants de pratiquer la sorcellerie** est répandu dans presque tous les groupes ethniques qui composent la grande mosaïque culturelle qu'est la République démocratique du Congo. **En Angola**, il s'agit d'une **réalité entièrement limitée au groupe ethnique Bakongo** (Pereira, 2011 et Pérez, 2006), membre historique et naturel du Royaume du Congo.

De telles accusations contre les enfants au sein de leur propre famille sont **devenues monnaie courante**, transcendant toutes les divisions et différences de classification, de classe ou d'ethnicité qui caractérisent le contexte urbain. La plupart du temps, tous ces soupçons cachés et ces accusations ouvertes aboutissent à des conflits violents au sein de la famille. **Souvent, l'enfant en**

question est sévèrement battu et, dans certains cas extrêmes, tué par des membres de sa famille ou des voisins. La plupart de ces enfants sont tout simplement rejetés et niés, abandonnés et, en même temps, craints par la plupart des gens (De Boek, 2000).

Sources consultées

Toutes les sources ont été consultées en mai 2025

1. Textes de lois

- Código Civil, *Decreto-Lei n.º 47 344* [traduction non-officielle depuis le portugais], Code civil, *décret-loi n.º 47 344*, consulté en mai 2025.
<https://owa.arseg.ao/api/v1/public/download?f=QsGRL8hOi%2BmrHWkNXbMq8AA2FyOPPw6mbnned1%2BJXohJgiprv%2FbW1crmJ4DjWzIFapDJA2o5XH9YHRX0cQwzZQ%3D%3D>
- Código penal de Angola – [Traduction non-officielle depuis le portugais] Code pénal angolais, consulté en mai 2025.
<https://www.google.com/url?q=https://www.wipo.int/wipolex/fr/legislation/details/11018&sa=D&source=docs&ust=1748245642893692&usg=AOvVaw0yVAGRousmwN2jv3Yh0wib>
- Cour Nationale du Droit d’Asile (CNDA), *Mlle K.*, décision N°12015618, 2012.
https://www.asylumlawdatabase.eu/sites/default/files/aldfiles/Original%20Judgment%20CNDA%2012015618.pdf?utm_source=chatgpt.com
- *Loi n°9/22 de 20 abril 2022* - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Loi n°9/22 de l’Assemblée nationale portugaise du 20 avril 2022, consulté en mai 2025.
<https://www.google.com/url?q=https://lex.ao/docs/assembleia-nacional/2022/lei-n-o-9-22-de-20-de-abril/&sa=D&source=docs&ust=1748245642891681&usg=AOvVaw0RcCOFB26p5NRDYYXOgq9h>
- SADC, Protocole de la SADC sur le genre et le développement, 2016.
https://www.sadc.int/sites/default/files/2023-02/FRENCH-REVISED_SADC_PROTOCOL_ON_GENDER_AND_DEVELOPMENT_2016-final.pdf

2. Organisations gouvernementales et internationales

- A. Parellada et M. Teixeira, *Diagnóstico Igualdade de Género Angola 2022*, Facilitade de diálogo UE·Angola, 2022 - [Traduction non-officielle] *Diagnostic sur l’Égalité de Genre en Angola* 2022.
https://secretariadoexecutivo.cplp.org/media/rnlirqym/angola_diagnostico-da-igualdade-de-genero-em-angola-2022-1.pdf
- Commission de l’immigration et du statut de réfugié du Canada, *Angola : information sur la violence conjugale, notamment sur la législation afférente à ce type de violence de même sur la protection et les ressources offertes aux victimes de violence conjugale*, 2007.
<https://www.google.com/url?q=https://webarchive.archive.unhcr.org/20230526144922/https://www.refworld.org/docid/4784df10c.html&sa=D&source=docs&ust=1748245642895006&usg=AOvVaw3pNsLXe0yPyLplv-zps8TR>
- Comissão Intersectorial para a Elaboração dos Relatórios Nacionais de Direitos Humanos

(CIERNHD), *Angola na Implementação dos Direitos Cívicos e Políticos*, 2019 - [Traduction non-officielle], Commission Intersectorielle pour l'Élaboration des Rapports Nationaux sur les Droits de l'Homme (CIERNHD), *L'Angola dans la Mise en Œuvre des Droits Cívicos et Politiques*. http://www.servicos.minjusdh.gov.ao/files/global/ciernhd-brochura-13-19-dcp-vf_1568302215.pdf

- Comité des droits de l'homme, *Observations finales concernant le deuxième rapport périodique de l'Angola*, CCPR/C/AGO/CO/2, 2019. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/134/37/PDF/G1913437.pdf?OpenElement>
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, *Observations finales concernant le septième rapport périodique de l'Angola*, CEDAW/C/AGO/CO/7, 2019. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N19/071/68/PDF/N1907168.pdf?OpenElement>
- Consejo de Derechos Humanos, *Angola Recopilación de información preparada por la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos*, 12 novembre 2024 - [Traduction non-officielle] *Conseil des Droits de l'Homme, Angola Recueil d'informations préparé par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*. https://digitallibrary.un.org/record/4069188/files/A_HRC_WG.6_48_AGO_2-ES.pdf
- Conseil des droits de l'Homme, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel - Angola*, 20 mars 2025. <https://docs.un.org/fr/A/HRC/59/11>
- European Center for Law and Justice, *Rapport de l'ECLJ sur les droits de l'homme en Angola pour le 48e Examen périodique universel*, 21 août 2024. <https://eclj.org/abortion/upr/eclj-report-on-human-rights-in-angola-for-the-48th-universal-periodic-review>
- Haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations-Unies, *Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes examine le rapport de l'Angola*, 2013. <https://www.google.com/url?q=https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2013/03/committee-elimination-discrimination-against-women-examines-report-angola&sa=D&source=docs&ust=1748245642890617&usg=AOvVaw3IviTG1ENozLQ4HAXpCIWW>
- Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations-Unies, *le Comité des droits de l'homme examine le rapport de l'Angola*, 8 mars 2019. [Le Comité des droits de l'homme examine le rapport de l'Angola | OHCHR](https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2019/03/committee-elimination-discrimination-against-women-examines-report-angola)
- Human rights Council, *Report of the Working Group on the Universal Periodic Review : Angola*, 20 mars 2025. <https://www.google.com/url?q=https://uprmeetings.ohchr.org/Sessions/48/Angola/Documents/Angola%2520-%2520Advance%2520Edited%2520Version.pdf?utm&sa=D&source=docs&ust=1748245642894282&usg=AOvVaw1FyAsX0zCZVtVmM8C78AT5>
- Human Rights Watch, *RD Congo: Répressions sanglante du mouvement Bundu dia Kongo*, 2020. <https://www.hrw.org/fr/news/2020/05/19/rd-congo-repression-sanglante-du-mouvement-bundu-dia-kongo>
- International Bureau for Children's Rights, *Relatório sobre o sistema de justiça para crianças em Angola, Relatório final*, Ministério da Justiça e dos Direitos Humanos, 2018

[traduction non-officielle depuis le portugais] *Rapport sur le système judiciaire pour enfants en Angola, Rapport final*, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. <https://www.unicef.org/angola/media/1771/file/Relat%C3%B3rio%20sobre%20o%20Sistema%20de%20Justi%C3%A7a%20para%20Crian%C3%A7as%20em%20Angola.pdf>

- *Rapport d'activité*, Office Français de protection des réfugiés et apatrides, 2022. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/2023-07/OFPRA_RA_2022_WEB.pdf
- Servico Investifacao Criminal, *Qui peut déposer une plainte ?* <https://www.google.com/url?q=https://sic.gov.ao/fr/services/queixa-electronica/&sa=D&source=docs&ust=1748245642892721&usg=AOvVaw2tVDEmE74oKTLdUZQeRlO6https://www.google.com/url?q=https://sic.gov.ao/fr/services/queixa-electronica/&sa=D&source=docs&ust=1748245642892721&usg=AOvVaw2tVDEmE74oKTLdUZQeRlO6>
- UNHCHR, Switzerland: *State Secretariat for Migration (SEM) Angola - Feuilles d'information sur les pays*, 1998. <https://www.refworld.org/reference/countryrep/sfom/1998/fr/96555>
- U.S. Department of State, *2021 Country Reports on Human Rights Practices: Angola*, 2021. <https://www.state.gov/reports/2021-country-reports-on-human-rights-practices/angola/>
- US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices : Angola*, 2022. <https://www.ecoi.net/en/document/2089059.html>
- US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices: Angola*, 2023. <https://www.state.gov/reports/2023-country-reports-on-human-rights-practices/angola/>

3. **ONG, Think Tanks**

- *Angola*, Global Organized crime index, 2023. <https://ocindex.net/2023/country/angola>
- Carlos Pacatolo, David Boio, Rossana Correia, *Angolans perceive rising corruption and say citizens risk retaliation if they report it*, Afrobarometer dispatch n°906, 22 november 2024. [AD906-Angolans-see-worsening-corruption-Afrobarometer-21nov24.pdf](https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2024/01/AD906-Angolans-see-worsening-corruption-Afrobarometer-21nov24.pdf)
- Carlos Pacatolo, David Boio, Victoria Roque, *Angolans highlight police corruption and use of excessive force*, Afrobarometer Dispatch no.641, 17 may 2023. <https://ciencia.ucp.pt/ws/portalfiles/portal/98124173/91083992.pdf>
- Cecília Kitombe e Carlos Pacatolo, *Em Angola, a violência baseada no género é vista como principal desafio aos direitos das mulheres*, Afrobarometer Edição No. 586, 2023. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2023/01/AD586-Em-Angola%5EJ-a-violencia-baseada-no-genero-e-vista-como-principal-desafio-Afrobarometer-5jan23.pdf>
- Centre catholique des médias Cath-Info, *Angola : plus de 1'000 églises de sectes chrétiennes fermées à travers le pays*, 2018. <https://www.cath.ch/newsf/angola-plus-de-1000-eglises-de-sectes-chretiennes-fermees-a-travers-le-pays/>
- Freedom House, *Freedom in the World 2024, Angola*, 2024. <https://freedomhouse.org/country/angola/freedom-world/2024>

- Human Rights Watch, *Country Summary Angola*, 2005. <https://www.google.com/url?q=https://www.hrw.org/legacy/wr2k5/pdf/angola.pdf&sa=D&source=docs&ust=1748245642890870&usg=AOvVaw07P8iDg7CSg58Zhdf75LJy>
- Instituto para a Cidadania et Fundação Fé e Cooperação, *Équité de Genre et Politiques Publiques – Angola c’est avec des femmes et des hommes*, 2001, consulté en mai 2025. [PAPPIA_EquiteDeGenre.pdf](https://www.papia.org/EquiteDeGenre.pdf)
- Organisation Suisse d’aide aux réfugiés, *Factsheet Angola*, novembre 2024. https://www.google.com/url?q=https://www.osar.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Factsheets/241127_ANG_Factsheet_FR_web.pdf&sa=D&source=docs&ust=1748245642894663&usg=AOvVaw0xUqMSiokJx6StHrp_mza4
- Portes Ouvertes, *2000 églises fermées en Angola : persécution ou pas ?*, 2018. <https://www.portesouvertes.fr/edifier/filrouge/2-000-eglises-fermees-en-angola-persecution-ou-pas>
- Portes Ouvertes, *Persécutions des chrétiens*, 2025. <https://www.portesouvertes.fr/persecution-des-chretiens/profils-pays/angola>
- R. Nielsen, *Women’s Land Rights in Post-Conflict Angola*, 2008, consulté en mai 2025. [Womens-Land-Rights-in-Post-Conflict-Angola-RDI-DW-2008_0.pdf](https://www.rnielsen.org/Womens-Land-Rights-in-Post-Conflict-Angola-RDI-DW-2008_0.pdf)
- Sociedade Biblica de Angola, *Deuteronômio 25*, 2025 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Société Biblique d’Angola, *Deutéronome 25*.
- Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), *Towards gender equality in Angola*, 2000, consulté en mai 2025. <https://cdn.sida.se/publications/files/sida1072en-towards-gender-equality-in-angola.pdf>
- Sociedade Biblica de Angola, *Deuteronômio 25*, 2025 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] Société Biblique d’Angola, *Deutéronome 25*. <https://www.biblia.pt/biblia/BPT/DEU.25>

4. Articles scientifiques

- Helena Mota, *O Código da Família angolano e o Livro IV do Código Civil português de 1966. Adaptação e inovação*, 2016 [traduction non-officielle depuis le portugais], *Le Code de la famille angolais et le Livre IV du Code civil portugais de 1966. Adaptation et innovation*. https://www.academia.edu/103845540/O_C%C3%B3digo_da_Fam%C3%ADlia_angolan_o_e_o_Livro_IV_do_C%C3%B3digo_Civil_portugu%C3%AAs_de_1966_Adapta%C3%A7%C3%A3o_e_inova%C3%A7%C3%A3o
- G. Bortolami, *I Bakongo, Società, tradizioni e cambiamento in Angola*, 2012 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] *Les Bakongo, Société, traditions et changement en Angola*. <https://core.ac.uk/download/pdf/11692699.pdf>
- I. Masungh-Ma-Ntchandi, *Les crimes rituels en Afrique*, 5 septembre 2023. <https://theses.hal.science/tel-04196031v1>
- Inge Amundsen, *Angola: Religion and repression*, CHR Michelsen Institute (CMI) Working Paper 2022. <https://www.cmi.no/publications/8283-angola-religion-and->

repression

- Instituto para a Cidadania et Fundação Fé e Cooperação, *Équité de Genre et Politiques Publiques – Angola c'est avec des femmes et des hommes*, 2021. https://fecongnd.org/pdf/PAPPIA_EquiteDeGenre.pdf
- ISABEL HARRIET GOURGEL GAVIÃO, *A Violência Doméstica no seio da Relação Conjugal e a sua Relação com o Estatuto da Mulher na Sociedade: o caso de Angola!*, 2015 [traduction non-officielle depuis le portugais], *La violence domestique au sein du couple et sa relation avec le statut des femmes dans la société : le cas de l'Angola*. https://run.unl.pt/bitstream/10362/15853/1/Gavi%C3%A3o_2015.pdf
- Jon Schubert, *Les « glorieuses familiales » : lien de parenté situationnels, stratégie agentielle et critique du pouvoir en Angola*, Cahier d'Études africaines 234, p.515-542, 2019. [Les « glorieuses familles »](#)
- LAURINDA MIGUEL SISSIMO, *Análise da Narrativa de Dois Adolescentes Angolanos Acusados de Feitiçaria*, Instituto Universitário ciências psicológicas, sociais e da vida ISPA, 2018 [traduction non-officielle depuis le portugais], *Analyse du récit de deux adolescents angolais accusés de sorcellerie*. <https://repositorio.ispa.pt/server/api/core/bitstreams/508bd116-b542-4eff-9180-de182163fb9d/content>
- L. Nascimento Nunes Pereira, *Os BAKONGO de ANGOLA: religião, política e parentesco num bairro de LUANDA*, África: Revista do Centro de Estudos Africanos, 2004 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Les BAKONGO d'ANGOLA : religion, politique et parenté dans un quartier de LUANDA*. [BacongoangolaTese Rev.pdf](#)
- L. Nunes Pereira, *Crianças Feiticeiras : reconfigurando família, igrejas e estado no pós-guerra angolano*, 2008 - [Traduction non-officielle] *Enfants sorciers : reconfigurer la famille, les églises et l'État dans la période post-guerre en Angola*, [non-official translation] *Witch children: reconfiguring family, churches and state in post-war Angola*. <https://doi.org/10.1590/S0100-85872008000200003>
- Médecine et Maladies Infectieuses, *Pratiques traditionnelles et transmission de l'infection à VIH au Sénégal : l'exemple du lévirat et du sororat*, 1998. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0399077X98800097>
- N. Lembe-Masiala, *Le Káandu chez les Basolongo du Bas-Congo (RDC)*, 2007. <https://core.ac.uk/download/pdf/55747761.pdf>

Articles et Médias

- Adriano Mixinge, *Sobre a praticar de “lundular”*, Jornal de Angola, 2019 - [Traduction non-officielle depuis le portugais] *Journal d'Angola, Sur la pratique du "lundular"*. https://www.pressreader.com/angola/jornal-de-angola/20190409/282119227918426?srsId=AfmBOoo6jPd7jNsqvULfFFpALIJz4vAkHTvLoBMqyYJ_UL0bgM
- Albano Pedro, *Entrevista ao semanário angolense: questões jurídicas sobre a herança - Albano Pedro*, JUKULOMESSO, 2014 [non-official translation from portuguese] *Interview with Angolan weekly: legal issues regarding inheritance - Albano Pedro*.

<https://jukulomesso.blogspot.com/2014/03/entrevista-ao-semanario-angolense.html>

- Ampe Rogerio, *Angola is the only Portuguese-speaking African country in a report on the practice of ritual crimes against children*, Observador, 2022. <https://observador.pt/2022/06/02/angola-e-unico-pais-africano-lusofono-em-relatorio-sobre-pratica-de-crimes-rituais-contras-criancas/>
- Chignon Mukuta, *A luta continua contra a corrupção em Angola* [Traduction non officielle depuis le portugais] *La lutte contre la corruption se poursuit en Angola*, VOA, 26 décembre 2024. [A luta continua contra a corrupção em Angola](#)
- Frazer Consultants, *Cultural Spotlight : Angolan Funeral Traditions*, 2018. <https://web.frazerconsultants.com/cultural-spotlight-angolan-funeral-traditions/>
- Isaías Raposo, *Corrupção na Polícia em Angola: Análise* - [Traduction non officielle depuis le portugais] *Corruption dans la police en Angola : analyse*, Huambo Yetu, [Corrupção na Polícia em Angola: Análise – Huambo Yetu](#)
- Jeune Afrique, *RDC : dix choses à savoir sur Ne Muanda Nsemi, le chef de la secte Bundu dia Kongo*, 2020. <https://www.jeuneafrique.com/938027/politique/rdc-dix-choses-a-savoir-sur-ne-muanda-nsemi-le-chef-de-la-secte-bundu-dia-kongo/>
- Jornal de Angola, *Crimes sexuais têm as penas agravadas*, Ministério da Justiça e dos Direitos Humanos, 2017 [traduction non-officielle depuis le portugais] *Les crimes sexuels ont des peines aggravées*, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. <http://www.servicos.minjusdh.gov.ao/noticias/240/crimes-sexuais-tem-as-penas-agravadas>
- Jornal de Angola, *Sobre a prática de “lundular”*, 2019 - [Traduction non-officielle] *Journal d'Angola, Sur la pratique du "lundular"*, 2019. <https://www.pressreader.com/angola/jornal-de-angola/20190409/282119227918426>
- JOÃO DE CASTRO MAIA VEIGA FIGUEIREDO, *Feitiçaria na Angola oitocentista: razões por detrás de uma suposta maior tolerância administrativa face a crenças locais*, MNEME revista de humanidades, 2011. <https://periodicos.ufrn.br/mneme/article/view/1026>
- Lusa, *Angolanos veem a polícia como instituição corrupta - estudo*, 2023, DW, [non-official translation from Portuguese], *Angolans see police as corrupt institution - study*. <https://www.dw.com/pt-002/angolanos-veem-a-pol%C3%ADcia-como-uma-das-institui%C3%A7%C3%B5es-mais-corruptas/a-65681002>
- M.Ogola, *La purification des veuves : de bonnes intentions – des conséquences négatives*, Farm Radio Ensemble de ressources 82, SCRIPTS, 2012. <https://scripts.farmradio.fm/fr/texte-radiophonique/la-purification-des-veuves-de-bonnes-intentions-des-consequences-negatives/>
- Pauline André, *Afrique: le business des enfants sorciers*, Libération, 2010. https://www.liberation.fr/planete/2010/07/19/afrique-le-business-des-enfants-sorciers_667110/?redirected=1
- Paulo Cunha, *Instituto angolano recebeu 100 denúncias de crianças acusadas de feitiçaria*

em 2024, Observador, 14 mai 2025 [non-official translation from portuguese] *Angolan institute received 100 complaints of children accused of witchcraft in 2024*. <https://observador.pt/2025/05/14/instituto-angolano-recebeu-100-denuncias-de-criancas-acusadas-de-feiticia-em-2024/>

- Rafael Marques de Morais, *Justice Capture in Angola*, Maka Angola, 13 décembre 2022. <https://www.google.com/url?q=https://www.makaangola.org/2022/12/justice-capture-in-angola/&sa=D&source=docs&ust=1748245642893264&usg=AOvVaw2bOIB6lntzPFHWQGFp7B85>
- Semenário Angolense, *Angola. Les enfants sorciers passent les frontières*, Courrier International, 2007. <https://www.courrierinternational.com/article/2007/04/26/les-enfants-sorciers-passent-les-frontieres>
- Sexta-feira, *Kulundula : Levirato e Sororato Em Angola*, 2016 - [Traduction non-officielle], Kulundula : Lévirat et Sororat en Angola. <https://olhoensaios.blogspot.com/2016/04/kulundula-levirato-e-sororato-em-angola.html>
- Thom Biapka, *Le droit d'aînesse, un puissant pouvoir en Afrique*, 15 février 2024, consulté en mai 2025. <https://libula.media/vie-en-societe-le-droit-dainesse-un-puissant-pouvoir-en-afrique>
- Venancio Rodrigues, *Mais da metade das angolanas vítimas de violência não denunciam seus agressores*, 27 novembre 2024 [non-official translation from portuguese], *More than half of Angolan victims of violence do not report their attackers*. <https://www.voaportugues.com/a/mais-da-metade-das-angolanas-v%C3%ADtimas-de-viol%C3%Aancia-n%C3%A3o-denunciam-o-crime/7877908.html>
- World Culture Encyclopedia, *Culture of Angola*, consulté en mai 2025. <https://www.everyculture.com/A-Bo/Angola.html>

5. Autres

- Africa 101 Last Tribes, *Bakongo*, consulté en mai 2025. <https://101lasttribes.com/tribes/kongo.html?utm>
- Angola risk report, Gan Integrity, 5 november 2020. [Angola country risk report | GAN Integrity](https://www.ganintegrity.com/angola-country-risk-report)
- FATIMA & CLOTILDE, Law Firm RL, *What does the Angolan Civil Code say about succession and wills?*, 2023. <https://www.fc-advogados.ao/en/news/o-que-diz-o-c%C3%B3digo-civil-angolano-sobre-sucess%C3%A3o-e-testamentos%3F>
- FATIMA & CLOTILDE, Law Firm RL, *What does the Land Law say about inheritance and succession of rural property?*, 2023. <https://www.fc-advogados.ao/en/news/o-que-diz-a-lei-de-terras-sobre-heran%C3%A7a-e-sucess%C3%A3o-da-propriedade-rural%3F>
- La Croix, *Les accusations contre les enfants sorciers se multiplient en Afrique*, 2010, https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Les-accusations-contre-les-enfants-sorciers-se-multiplient-en-Afrique-_NG_-2010-07-20-554544
- Generis Global, *A comprehensive overview of the legal system in Angola*, 7 Novembre 2024. <https://www.google.com/url?q=https://generisonline.com/a-comprehensive->

[overview-of-the-legal-system-in-angola/&sa=D&source=docs&ust=1748245642891928&usg=AOvVaw38qGEo04_RrEcjI3EuJ08O](https://www.mexicohistorico.com/paginas/angola-s-family-narratives-a-historical-overview-5a6ccff0.html)

- Mexico Historico, *Angola's Family Narratives: A Historical Overview*, consulté en mai 2025. <https://www.mexicohistorico.com/paginas/angola-s-family-narratives-a-historical-overview-5a6ccff0.html>
- Police Station, *How to File a complaint in Angola Police Station*, 2022. <https://www.google.com/url?q=https://police-station.com/how-to-file-a-complaint-in-angola-police-station/%23%3A~:text=3DProcedure%2520to%2520File%2520a%2520complaint%2520in%2520Angola%2520Police,incident.%2520...%25206%2520For%2520further%2520details%2520check%2520here&sa=D&source=docs&ust=1748245642892536&usg=AOvVaw0id-9fJz2CaSdM0lZnhbLQ>
- Serviço Investigacao Criminal, *Qui peut déposer une plainte ?*, consulté en mai 2025. <https://sic.gov.ao/fr/perguntas-frequentes/>